

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Revue mensuelle publiée par le Comité Central du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

Kroupskaïa est morte

par L. TROTSKY

La terreur jaune en Espagne

par G. MUNIS

Lénine et Rosa Luxembourg

par M. SHACHTMAN

*XX^e anniversaire de la fondation
de l'internationale Communiste.*

*Sur la situation Française et
Internationale.*

NUMÉRO 16

PRIX : 3 francs

.. AVRIL ..

1939

SOMMAIRE. — La dictature (P. Vilain). — Kroupskaïa est morte (L. Trotsky). — La terreur jaune en Espagne (G. Munis). — Lénine et Rosa Luxembourg (Max Shachtman). — Communisme et franc-maçonnerie (L. Trotsky). — Résolutions

du P.O.I. sur la situation française et internationale. — Discours d'Eberlein au 1^{er} congrès de P.I.C. — Mexique : Lettre de D. Rivera à Haya de la Torre. — Les intellectuels ex-révolutionnaires et la révolution mondiale. (L. Trotsky.) — Les livres

LA DICTATURE

Le résultat le plus clair de la tension entre l'axe Rome - Berlin et le bloc Paris-Londres est le changement de régime politique qui s'effectue en France, sous l'égide du gouvernement Daladier. Le vote accordant les pleins pouvoirs au gouvernement « pour la défense nationale » a une portée très vaste. Il ne s'agit pas du tout d'un artifice de procédure, ou d'une nécessité momentanée. Le vote des pleins pouvoirs par la Chambre du Front populaire est le signe d'un glissement général de la bourgeoisie vers des positions dictatoriales, profitant du désarroi de la classe ouvrière, et de l'apathie de la petite bourgeoisie. Que Daladier, l'homme qui brisa par les armes, le 6 février 1934, la tentative de coup d'Etat fasciste, devienne aujourd'hui le paladin de la dictature, jetant au parlement croupion : qui m'aime me suive ! voilà qui mesure l'immense faillite du Front populaire, dont les « chefs » sont maintenant surtout préoccupés de se préserver une place au soleil de la République autoritaire !

A la Chambre, les Socialistes et les Communistes ont voté contre les pleins pouvoirs. Ce n'est pas qu'ils aient quelque chose de fondamental à reprocher à cette procédure. Ils sont eux-mêmes des deux pieds dans l'Union sacrée depuis longtemps. Ils reprochent seulement à Daladier et à son ministère de n'être pas les hommes qualifiés pour appliquer le régime dictatorial. Ce n'est pas contre le principe des pleins-pouvoirs (bourgeois) qu'ils se sont prononcés, mais contre les hommes qui l'appliquent, et d'ailleurs pas contre tous, mais spécialement contre Bonnet. En effet, ils ne sont pas les adversaires du programme des pleins pouvoirs, mais de ceux qui l'appliquent.

En apparence, ce programme se résume à ceci : 1° briser définitivement la semaine de 40 heures, et instaurer un régime allant de 50 à 60 heures ; 2° exiger l'obéissance absolue des ouvriers par une politique féroce contre les étrangers (sous-prolétariat) et les conditions de vie (travail forcé, décentralisation, perte de droits des délégués) ; 3° prendre une série de mesures militaires menant

le pays à la mobilisation totale (en hommes et en matériel). Ces mesures peuvent paraître un simple prolongement des décrets précédemment pris (décrets-loi de novembre). Elles ne le sont pas. L'accumulation de mesures de ce genre provoque soudain une rupture d'équilibre. Aveugle qui ne voit pas cela maintenant !

**

La classe ouvrière s'endort et sous ses yeux se prépare le complot classique. La Cagoule redresse la tête. Daladier avait été et reste leur homme. Il est aussi le chef de l'armée. Les 200 familles qui ont fait le 6 février contre Daladier, en feront bien un autre avec lui. Et tout cela se prépare sous le manteau de la « défense nationale ».

Les chefs du Front populaire se flattent d'éloigner le danger en apaisant la colère capitaliste : ils s'aplatissent à qui mieux mieux. Déjà, leur rôle est réduit à rien en cas de crise. Si le fascisme se démasque par un 18 Brumaire à la taille des Bonapartes actuels, un souffle les emporte. Si les ouvriers, qui les haïssent déjà secrètement, se relèvent, ils les écarteront. Toute l'action, tout le courant de l'opinion, doit les réduire à rien.

Il faut dénoncer impitoyablement le coup d'Etat qui se prépare. Qu'est-ce que ces lois de proscription contre les étrangers, annoncées par Sarraut qui regrette « de ne pouvoir user de la méthode de Carrier à Nantes ? » Qu'est-ce que ce projet des députés P.S.F. d'enrégimenter les chômeurs obligatoirement ? Que signifient les lois projetées sur la presse, sur le rétablissement de la censure, sur la dissolution des partis et syndicats fidèles à la défense des intérêts ouvriers ? Qui ne voit les avantages que le patronat, les cagouleurs, les milliardaires comploteurs vont retirer du nouveau régime de travail, rejetant l'ouvrier exténué hors de la vie politique ?

Les mesures militaires elles-mêmes, bien plus que le signe de la défense extérieure, sont le signe de l'oppression intérieure. Dissocier, brasser,

exténuer, briser le corps de la classe ouvrière qui s'était trouvé et uni en juin 36, voilà le but acharné de la réaction française. Ce plan, indiqué par la mécanique inexorable de la crise sociale, ne peut être brisé que par la lutte pour un programme révolutionnaire et socialiste.

L'ébranlement du régime ne produit jamais de lui-même le triomphe du progrès. Ce triomphe ne peut être mérité que dans la lutte, avec ses risques. Au rythme actuel, la dictature française se renforcera, et la disparition des revendications propres de la classe ouvrière, loin de la désarmer, de l'amollir, lui donnera une plus large assiette.

KROUPSKAIA EST MORTE

Kroupskaia ne fut pas seulement l'épouse de Lénine — ce ne fut, bien entendu, pas un hasard — elle fut aussi un être personnellement doué de grandes qualités : son dévouement à la cause, son énergie, la pureté de sa nature. Elle était incontestablement une personne de grande intelligence. Mais rien d'étonnant à ce qu'aux côtés de Lénine son sens politique n'ait pas pris de développement indépendant. Elle s'était trop souvent convaincue qu'il avait raison et s'était accoutumée à faire confiance à son grand compagnon et guide. Après la mort de Lénine la vie de Kroupskaia devint extrêmement tragique : elle dut payer, pourrait-on dire, pour la part de bonheur qui lui était échue. La maladie et la mort de Lénine, — cela non plus ne fut pas un hasard, — coïncidèrent avec la crise de la révolution, avec le commencement de Thermidor. Kroupskaia se trouva décontenancée. Son sens révolutionnaire lutta avec l'esprit de discipline. Elle tenta de s'opposer à la clique staliniste et fut, en 1926, pour quelque temps dans les rangs de l'opposition. Prise de peur devant la scission, elle recula. Ayant perdu confiance en elle-même, elle ne sut trouver d'issue et la clique dirigeante fit tout pour la briser moralement. Extérieurement, il est vrai, on lui rendit des marques d'estime, plus exactement de demi-respect. Mais à l'intérieur de l'appareil on la discrédita systématiquement, on la noircit, on l'abaissa et dans les rangs de la jeunesse communiste on répandit sur elle les bruits les plus absurdes et les plus grossiers. Staline vivait toujours dans la peur d'une protestation de sa part. Elle en savait beaucoup trop. Elle connaissait l'histoire du parti. Elle savait quelle place Staline avait occupée dans cette histoire. Toute l'historiographie moderne, qui mettait Staline de pair avec Lénine, ne pouvait manquer de lui paraître répugnante et outrageante. Staline craignait Kroupskaia, de même qu'il craignait Gorki. La G.P.Ou. entourait Kroupskaia de son anneau. Les vieux amis étaient disparus l'un après l'autre ;

Paris n'est ni Berlin, ni Vienne. Les contradictions sociales y sont tempérées par un mécanisme politique souple, plein de ressources, déjà exceptionnellement centralisé. Le bonapartisme a en France son acte de baptême. Le pouvoir de l'Etat ne se borne pas à y neutraliser les classes, mais parvient à en associer de larges couches : c'est pourquoi le parti radical se trouve être lui-même au centre du système.

Ce ne sont pas là des raisons de désespérer. Mais il faut savoir mesurer l'adversaire, et organiser la lutte en conséquence.

P. VILAIN.

ceux qui avaient tardé à mourir avait été assassinés ouvertement ou secrètement. Chacun de ses pas était contrôlé. Ses articles n'étaient reproduits qu'après de longs, douloureux et humiliants pourparlers entre la censure et l'auteur. On exigeait d'elle les corrections nécessaires à la glorification de Staline ou à la réhabilitation de la G.P.Ou. Il semble bien que les plus ignobles de ces modifications furent faites contre la volonté de Kroupskaia et même à son insu. Que pouvait faire la malheureuse femme brisée ? Totalelement isolée, une lourde pierre sur le cœur, trop indécise pour agir, aux prises avec la maladie, elle menait une vie accablante.

Staline a, semble-t-il, perdu un peu l'envie de mettre en scène des procès sensationnels, qui n'ont fait que le présenter en face du monde entier comme le personnage le plus fangeux, le plus criminel et le plus répugnant. Malgré tout, il n'est pas exclu que survienne quelque nouveau procès, où les nouveaux accusés relateront comment les médecins du Kremlin, sous la direction de lagoda et de Beria, avaient pris une série de mesures pour accélérer la mort de Kroupskaia. Mais, avec ou sans médecins, le régime que Staline lui avait créé à indubitablement abrégé sa vie.

Loin de nous la pensée d'accuser Nadejda Konstantinovna de n'avoir pas trouvé en elle-même la force de décision suffisante pour rompre avec la bureaucratie bonapartiste. Des esprits politiques plus indépendants ont chancelé, ont essayé de jouer à cache-cache avec l'histoire, et ont péri. Kroupskaia avait au plus haut degré le sens de la responsabilité. Elle avait un courage personnel suffisamment grand, mais il lui manquait le courage dans la pensée. Nous l'accompagnons à sa tombe avec une profonde affliction, comme la fidèle compagne de Lénine, comme une révolutionnaire irréprochable et comme l'une des plus tragiques figures de l'histoire contemporaine.

Coyoacan, D.F.
Le 4 mars 1939.

L. TROTSKY.

Avertissement à tous les travailleurs

La terreur jaune en Espagne

Après la chute de la Catalogne, la presse réactionnaire s'est mise à publier des photographies et des récits abracadabrants sur la persécution et les tortures faites par les « rouges ». Tout le goût du feuilleton sensationnel nourri par la vénalité du journalisme bourgeois s'exprima par des titres gras et des clichés pour consacrer la victoire de Franco dans une tempête de calomnies. Dans la même presse on parle de la « générosité française » et du « traitement accueillant » réservé aux réfugiés espagnols qui mouraient quotidiennement de faim et de froid par dizaines !

De son côté, la presse stalinienne et réformiste commentant les persécutions déclanchées par les fascistes, se tait soigneusement sur le caractère de la répression anti-prolétarienne du Front populaire, qui précéda et rendit possible l'œuvre actuelle de Franco. Nombreux sont les militants condamnés ou fusillés après la chute de Barcelone, qui furent surpris par les armées fascistes dans les prisons du Front populaire.

Ni la presse pro-franquiste, ni celle du Front populaire, ne sont en état de dire la vérité sur le caractère et les méthodes de la répression gouvernementale. La légende rouge grâce à laquelle la première cache sa propre férocité de classe oblige les journaux à servir à profusion des fables terrifiantes, inouïes. Quant à la seconde, elle veut seulement empêcher la connaissance de ses propres crimes contre le mouvement révolutionnaire. Mais nous, nous n'avons pas d'autres intérêts que ceux du prolétariat : cela nous permet et nous oblige à dénoncer l'aspect réactionnaire de la répression gouvernementale.

A partir des journées de mai 1937, la répression politique se tourna principalement contre l'avant-garde révolutionnaire et le mouvement ouvrier en général. On peut juger du genre et des méthodes pratiquées dans la répression par les paroles d'Irujo, catholique et ex-ministre de la Justice, qui déclara au procès du POUM qu'après le mois de mai, « la répression contre les révolutionnaires dans la zone républicaine était plus violente que dans la zone franquiste » ; « on assassinait les révolutionnaires au coin des rues ». On a souvent publié les noms des victimes les plus connues internationalement : Nin, Berneri, Wolf, Landau, Moulin ; mais il est impossible d'énumérer, ni même de connaître, tous les militants morts de la main du terrorisme stalino-gouvernemental, de la discipline de caserne et apolitique de l'armée, ou dans les camps de travail.

La guerre fournissait au stalinisme un moyen adéquat pour cacher ses crimes, comme l'escarbot se cache mieux dans l'ordure. Un cadavre de plus dans les lignes de combat ou abandonné quelques kilomètres plus loin, ne pouvait provoquer les re-

cherches des autorités, déjà portées à couvrir les auteurs de l'assassinat de révolutionnaires. Lorsque la victime se trouvait au front, il suffisait d'apprendre à sa famille sa « disparition » ou sa « mort » lors de telle ou telle opération, pour la faire tomber dans l'oubli. Dans les cas où il y avait eu détention, la perte de toute trace, pour le détenu comme pour les agents qui avaient effectué l'arrestation, rendait dangereuse et inutile toute investigation ultérieure.

Le stalinisme a mené son travail criminel et contre-révolutionnaire par différents moyens. Par exemple, le rapt à domicile ou dans la rue a été peut-être le moins pratiqué. Ce procédé a été surtout utilisé contre des militants connus qu'il était nécessaire de supprimer avant toute enquête, aussi molle ou factice qu'elle pût être. La méthode la plus générale était la détention la plus régulière par la police d'Etat, de la Généralité ou les agents du S.I.M. et l'internement dans une de ses prisons.

Le S. I. M. (Servicio de Investigacio Militar) était une couverture de la Guépéou. Il légalisait les « tchékas » illégales du stalinisme. Du haut en bas, il était constitué de fonctionnaires stalinistes. Son nom seul jetait l'effroi parmi les révolutionnaires. Selon plusieurs témoins unanimes, pris parmi les organisations ouvrières de Barcelone, et parmi les détenus appartenant à ces organisations dans les diverses prisons, la torture était employée à une échelle considérable. Les travailleurs arrêtés pendant la lutte des barricades de mai furent horriblement torturés pour les obliger à dénoncer des dépôts d'armes qui n'existaient pas dans la majorité des cas. Parmi eux, beaucoup furent de ceux qu'on déclarait « trouvés assassinés au coin des rues ». Mais la torture fut l'unique recours technique du S.I.M. Tous ceux qui ont passé par ses mains ont un tourment à raconter. Y compris dans les cas d'importance moindre, pour lesquels les détenus sortaient libres après leur interrogatoire, ayant été frappés, sinon pire. La possession d'une carte de la CNT ou de la FAI donnait lieu à un déluge d'injures ou de mauvais traitements physiques ; l'appartenance au POUM, ou aux bolcheviks-léninistes, ou à quelqu'un des groupes anarchistes adversaires de la politique du Front populaire entraînait un martyre certain, bien qu'il n'y ait aucune accusation sérieuse. Cependant, quelques militants stalinien qui se permettaient de n'être pas d'accord avec leurs « chefs aimés » ou de critiquer quelque abus scandaleux, furent aussi torturés par le S.I.M. Des combattants des Brigades Internationales mécontents de la méthode disciplinaire ou qui refusaient de s'affilier au parti communiste ; des techniciens militaires pas assez souples pour adopter sans réserve les procédés et dispositions des techniciens russes ; des travailleurs sur qui on avait trouvé un journal ou

un manifeste clandestin (toujours révolutionnaire; la presse fasciste illégale n'a jamais existé); tous ceux-là trouvaient place dans les « tchékas » staliniennes.

Après de longs interrogatoires et des tortures, et plusieurs semaines, plusieurs mois, quelquefois de station dans les cachots, venait l'accusation: « trotskisme, espionnage, dépôts d'armes, vente de plans à l'ennemi ». Le détenu était envoyé à la Prison Modèle, d'Etat ou à Monjuich, et on fabriquait un procès fantastique qui n'aboutissait pas dans 98 % des cas, par manque total de base. Il y avait une infinité de procès de ce genre. Le stalinisme accusait sans arrêt d'espionnage les travailleurs fidèles à leur classe ou les techniciens militaires rebelles à leur dictature, tandis que ces chefs militaires, la bureaucratie de l'Etat, ou ses propres rangs politiques, fourmillaient d'authentiques espions.

Ces cas étaient en réalité les plus graves. Sortir de la « tchéka », c'était une garantie, bien qu'incomplète, de vie. Mais il y a des centaines, même des milliers de travailleurs et de militants, qui y sont entrés pour ne plus en sortir. Eux ne peuvent guère donner d'informations, car les morts ne parlent pas.

La bourgeoisie prétend faire croire que l'activité du SIM était dirigée contre les éléments réactionnaires, ce qui n'est vrai que pour un très petit nombre de cas, comparé avec celui des militants ouvriers ou personnes neutres qui avaient été accidentellement en contact avec l'appareil stalinien. Toutes les garanties de la loi étaient accordées aux fascistes; pour les révolutionnaires, c'était le contraire. La justice fut exercée sur les fascistes, dans les premiers mois de la révolution, par les travailleurs armés, leurs Comités ou leurs organisations de classe. A partir des journées de mai, le gouvernement considérait comme criminelle toute activité dans ce sens. Des membres des Comités furent soumis au Tribunal d'Espionnage et de Haute Trahison pour avoir arrêté des individus notoirement fascistes. La possession d'un pistolet, qui avait servi à abattre l'insurrection militaire, occasionnait aux travailleurs de nombreux mois de prison.

Pendant les derniers mois, il existait encore des « tchékas » dont le gouvernement ignorait l'emplacement et le travail. Parmi les travailleurs arrêtés à Barcelone, on parlait de camps de concentration secrets, fait qui paraissait confirmé par l'existence d'une commission anarcho-syndicaliste semi-secrète pour la localisation des gens disparus. C'est en vain que cette commission fut invitée à plusieurs reprises à rechercher les bolcheviks-léninistes disparus. Elle parvint seulement à découvrir le lieu de détention de quelques bureaucrates de la CNT, dont la « disparition » n'intéressait plus les staliniens.

Il faudra encore beaucoup écrire avant d'arriver à connaître même une partie des noms des militants révolutionnaires qui furent assassinés par le poison stalinien dans l'armée. Dans de nombreux cas, des camarades qui avaient été de longs mois en prison, et mis en liberté faute de bases aux accusations, étaient envoyés directe-

ment au front sous des commandements staliniens avec un rapport secret. Peu de temps après ils étaient assassinés.

Je me limite au cas de Jaime Fernandez et de José Rodriguez, militants du POUM, le premier bolchevik-léniniste, et le second qui avait assimilé les dures leçons de l'expérience espagnole. Tous deux quittèrent directement le camp de travail pour le front. Lorsqu'on manquait de prétextes légaux, les pistoleros à la solde de la Guépéou trouvaient une manière de satisfaire leurs desseins sanglants. Mais il y en a beaucoup d'autres qui subirent ce sort, dont la mémoire n'a pas conservé le nom, sans compter les simples ouvriers du rang dont on ne connaît jamais le nombre, victimes d'une discipline qui défendait les privilèges, donnait carrière aux arrivistes, et éliminait tout liberté et tout droit politique pour les soldats, sans parvenir à donner à l'armée une véritable organisation.

Dans ce domaine, il est indispensable de dénoncer le criminel travail de Lister et de « El Campesino », chaque jour pronés comme des héros par le stalinisme, et des anciens officiers de l'armée recueillies par ce dernier, comme Burillo et Pozas, ennemis qualifiés du prolétariat, mais d'une utilité militaire douteuse, même pour leur propre gouvernement. Les corps d'armée de Lister et de « El Campesino » furent les janissaires de la contre-révolution. Leur héroïsme était celui de Cavagnac ou de Martinez Campos. Les paysans d'Aragon et de Castille conservaient le souvenir de leur passage avec la haine pour l'ennemi.

De son côté, le gouvernement soutenait activement, la loi en mains, l'œuvre extra-légale du stalinisme, et lui abandonnait les rênes. Lors de la constitution du cabinet Négrin, à la suite de la défaite de mai 1937, le Président répondait à une interrogation sur les rumeurs d'armistice: « Avant de parler d'armistice, il faut désarmer et pacifier l'arrière. » Alors commença la sanglante vague de répression qui remplit toutes les prisons d'Espagne de révolutionnaires. Le POUM, les bolcheviks-léninistes et les « Amis de Durruti » passèrent automatiquement dans l'illégalité, sans décret préalable de dissolution. Les locaux ouvriers, arrachés les armes à la main aux fascistes, furent envahis par la Garde d'Assaut pourvue de mitrailleuses, de tanks et d'artillerie qui manquaient aux combattants. L'assaut le plus important fut celui contre le Comité de Défense installé dans l'ancien édifice des moines Escolapios. Une vingtaine de tanks entourèrent l'édifice dans la nuit. Les occupants résistèrent. L'artillerie commença à tirer. Le matin quelques usines quittèrent le travail en signe de protestation. L'irritation du prolétariat était si grande qu'on pouvait prévoir de nouvelles journées de mai... Mais l'intervention du Comité Régional de la CNT brisa le mouvement et obligea les assiégés à se rendre. A partir de ce moment, tous ceux qui avaient appartenu aux Comités primitifs, aux Patrouilles de contrôle ou aux Milices de l'Arrière, étaient assurés d'être renvoyés devant le Tribunal d'Espionnage et de Haute Trahison.

Ce tribunal semi-militaire, de caractère secret et tout à fait sommaire, avait reçu de la loi droit de vie et de mort sur les accusés. Un simple désac-

cord avec la politique du gouvernement donnait un caractère légal à l'accusation de haute trahison et entraînait un verdict fatal du Tribunal. Des condamnations à dix, vingt ans de prison ont été prononcées contre des travailleurs qui avaient lu un manifeste clandestin. Les procès des bolcheviks-léninistes et du POUM ont établi avec évidence le caractère réactionnaire qui se cachait sous les mots « espionnage et haute trahison ».

La terreur illégale des staliniens et la terreur approuvée par le gouvernement se complétaient. La première servait de force de choc et de guide pour la seconde. Le but était le même: écraser les révolutionnaires, liquider tout noyau prolétarien ou fidèle à la conception de la révolution sociale. Même en étant soumis à la procédure terroriste prescrite par la loi, on n'était pas à l'abri d'un assassinat subit. A la Prison Modèle ou à Monjuich, on appelait fréquemment pour de nouveaux interrogatoires des camarades qui étaient restés pendant des mois dans les souterrains des « tchékas ». Quelques-uns ne sont pas revenus. L'insécurité pour les révolutionnaires était telle en prison que, lorsqu'on entraînait dans la prison appelée « d'Etat », le directeur se croyait obligé de vous assurer que chez lui on pouvait être tranquille.

Les camps de travail constituaient le chapitre le plus horrible de la terreur légale. Des milliers de travailleurs de toutes tendances y ont subi des souffrances dont seuls ils pourraient parler exactement. Soumis à un régime de travail très dur pendant douze ou quatorze heures par jour, avec 100 grammes de pain et cent grammes de lentilles pour tout aliment, les camarades qui en sortaient après deux ou trois mois pour assister à leur procès étaient anémiés à un degré que l'homme ne semblait pas pouvoir supporter. Le régime de ces camps n'avait rien à envier à celui de Hitler. Coups de crosse et de bâton étaient courants. Les fusillades étaient si fréquentes qu'après deux semaines elles n'impressionnaient plus les camarades internés. Dans le camp numéro 1, sous le commandement du commandant Astorga, stalinien

qui avait été en prison où il vivait familièrement avec les fascistes de la cinquième Galerie, vingt hommes furent fusillés à leur arrivée, parce qu'ils étaient soi-disant de faux malades, et inaptes au travail. Théodoro Sanz, un bolchevik-léniniste qui se trouvait parmi eux, n'échappa avec difficulté que parce qu'il put démontrer que ses blessures venaient de la guerre. Les équipes de travail étaient formées d'escouades de quinze hommes. Si l'un s'échappait, les quatorze autres étaient immédiatement fusillés. Ainsi trouvèrent la mort un grand nombre des meilleurs militants du prolétariat espagnol légalement assassinés par le gouvernement du Front populaire.

La division du travail à l'intérieur des prisons ou dans les camps de travail est aussi un indice excellent pour voir où inclinait la répression gouvernementale. Ainsi, toutes les charges qui supposaient quelques facilités ou privilèges (écritures, cuisiniers, responsables d'escouades, etc...) étaient occupées par les fascistes. D'autre part, nombre d'entre eux se faisaient libérer des camps contre de l'argent.

La presse bourgeoise mondiale alimente son public avec des récits horribles, mais la vérité est que la répression gouvernementale contre les fascistes fut très modérée. La nécessité de conquérir la confiance de la bourgeoisie nationale et internationale sur laquelle Négrin basait sa politique, lui imposait la tolérance; il voulait les attirer. Et, à l'époque où existait le second pouvoir des Comités, la répression fut insuffisante par manque d'organisation centralisée.

Cette même politique directrice conduisit le gouvernement aux crimes de la répression légale, en donnant clandestinement le champ libre aux bandes de la Guépéou; si la Révolution fut vaincue, si la guerre est une déroute, et si Franco soumet aujourd'hui les travailleurs à l'esclavage et à la répression, l'unique responsable, le précurseur de Franco est le gouvernement du Front populaire et son principal représentant, le stalinisme.

Février 1939.

G. MUNIS.

POUR DÉMASQUER LE TERRORISME STALINIEN

LISEZ LES OUVRAGES SUIVANTS

L. Trotsky - <i>L'assassinat de Kirov</i>	3 fr.
L. Trotsky - <i>Les crimes de Staline</i>	18 fr.
K. Landau - <i>Le Stalinisme en Espagne</i>	2 fr.
L. Sedov - <i>Livre Rouge sur le procès de Moscou</i>	2 fr.
A. Rosmer, Wullens et V. Serge - <i>L'Assassinat d'Ignace Reiss</i>	7 fr.

AUX PUBLICATIONS POPULAIRES

LENINE ET ROSA LUXEMBOURG

L'article du camarade Shachtman que nous publions ci-dessous porte sur une question très controversée et d'un intérêt toujours nouveau dans le mouvement ouvrier : la nature de l'organisation de la classe historiquement progressive (le parti), telle qu'elle se reflète dans la discussion entre Lénine et Luxembourg, au début de ce siècle.

Le camarade Shachtman expose les déterminations historiques des idées du bolchevisme et de la gauche allemande dans cette question principale. Sa méthode d'analyse peut et doit être aussi utilement appliquée lorsqu'il s'agit de notre époque, de l'étape actuelle du mouvement ouvrier de classe, et des conditions spécifiques de lutte dans l'Europe occidentale.)

La reconstruction du parti, en s'inspirant de ce qu'il y a toujours de vivant dans l'héritage politique du communisme des années 1917-1923, voilà la tâche fondamentale à laquelle nous sommes attelés pratiquement depuis 1927. Pendant ces douze ans écoulés de ravagés réformistes et stalinien, nous avons dû poursuivre sans relâche une discus-

Deux légendes ont été forgées au sujet des rapports entre les opinions de Lénine et de Rosa Luxembourg. En fait, malgré leurs origines et leurs buts différents, elles se complètent. Aucun des créateurs de mythes n'aborde cette question extrêmement intéressante et instructive d'un point de vue historique objectif. Par suite, l'analyse faite par chacun d'eux est réduite à n'être qu'un argument de politique fractionnelle, qui sert, dans les deux cas, une politique réactionnaire.

L'une de ces écoles idéologiques, — si l'on peut dire, — est dirigée par la Faculté de falsification stalinienne. Elle masque ses objectifs réactionnaires en se posant comme critique de Rosa Luxembourg et soutien de Lénine. Une discussion de ses arguments est rendue impossible par la nature même de sa position, qui interdit formellement à la fois les arguments et la discussion. Sa valeur scientifique est résumée dans quelques sentences de la bulle papale publiée par Staline en 1932 en liaison avec l'étude malheureuse de Sloutski sur l'appropriation incorrecte de Lénine sur Kautsky et Rosa Luxembourg : « Vous voulez commencer une discussion contre cette thèse trotskiste de Sloutski ? Mais qu'y a-t-il à discuter là-dedans ? N'est-il pas évident que Sloutski calomnie simplement Lénine, calomnie les bolcheviks ? Les calomnies doivent être stigmatisées, et non transformées en sujet de discussion. »

sion serrée avec les différentes écoles de "révisionnistes" qui voulaient s'abriter sous le manteau du "Luxembourisme", sans parler de l'appareil autocratique stalinien qui souille continuellement le nom de Lénine. On en retrouverait facilement les traces aux étapes essentielles de notre activité, soit dans le mouvement ouvrier en général, soit dans le mouvement syndical en particulier.

C'est ainsi que nous avons contribué à la consolidation de la plate-forme de la IV^e Internationale, elle-même dans un processus constant de détermination, mais en dehors de laquelle on peut difficilement imaginer une renaissance véritable du socialisme où que ce soit dans le monde.

Dans notre prochain numéro, nous publierons un article du camarade Held, en réponse à celui de Shachtman, qu'il accuse d'absoudre trop facilement Rosa pour ses péchés organisationnels et politiques, au détriment du caractère général et durable des conceptions de Lénine, et notre propre contribution à ce problème crucial du moment. — P. VILAIN.

Les stalinistes prennent vis-à-vis de leurs dogmes l'attitude des catholiques : ils affirment ce qu'il faut prouver ; leurs conclusions arbitraires sont présentées comme leurs prémisses ; leur définition d'un problème est en même temps sa solution — et elle ne souffre aucune discussion.

Le « Bolchevisme » est absolument, en tous points, et à toutes les étapes, irréconciliable avec le « Luxembourisme », à cause du péché originel de celui-ci dans sa discussion des « principes organisationnels » du premier.

L'autre école d'idées est moins autoritaire de ton et de forme, mais tout aussi rigide dans son dogme anti-historique ; et si, contrairement aux stalinistes, elle n'est pas entièrement composée de renégats du marxisme révolutionnaire, elle en est suffisamment imprégnée. Leurs objectifs se couvrent en se posant comme critiques de Lénine et défenseurs de Luxembourg. Parmi eux se trouvent d'anachroniques philosophes ultra-gauches et des voyageurs pressés qui volent de la peste stalinienne à la peste social-démocrate.

Le bolchevisme, disent-ils, a fait définitivement banqueroute. Les horreurs du stalinisme sont la conclusion logique et inévitable du « super-centralisme » de Lénine, ou — comme dit un critique récent, Liston Oak, qui recherche les « vices internes du bolchevisme » — du « totalitarisme »

de Lénine. Par opposition, Luxembourg représentait le côté démocratique du mouvement, la lutte, le but. D'où cette conclusion : le « luxembourisme » est absolument inconciliable avec le « bolchevisme » par suite du péché originel de celui-ci : le bolchevisme impose ses « principes organisationnels » jacobins, ou bourgeois, ou super-centralistes, ou totalitaires.

L'utilisation des guillemets est justifiée et nécessaire, car neuf fois sur dix les analystes si élevés n'ont qu'une idée très vague et tout à fait déformée de ce qu'ont été en réalité les controverses entre Luxembourg et Lénine. Dans nombre de cas, ils ont montré une indispotion cavalière à se familiariser avec les documents historiques et les écrits contemporains de deux grands penseurs (1). Un rapide examen montrera, je crois, le caractère superficiel des arguments qui, particulièrement depuis la putréfaction évidente du stalinisme, ont conquis un peu de terrain dans le mouvement ouvrier.

On ne peut rien comprendre si l'on oublie que Lénine et Luxembourg travaillèrent, combattirent et développèrent leurs idées dans deux mouvements très différents, agissant dans des pays tout aussi différents, à des étapes complètement différentes de développement ; c'est-à-dire dans des pays et des mouvements où les problèmes de la classe ouvrière se posaient sous des aspects différents. C'est l'absence de cette façon concrète et historique d'aborder les controverses entre Lénine, du Parti Social Démocrate de Russie, et Luxembourg, du Parti Social Démocrate d'Allemagne, qui met tant de critiques dans leur tort.

La « discussion organisationnelle » entre Lénine et Luxembourg n'a pas pris naissance lors de l'insistance de Lénine sur la rupture avec Kautsky et les centristes avant la guerre. Quand Staline vitupère ceux « qui peuvent douter » que les bolcheviks ont été pour « une scission avec leurs propres opportunistes et centristes-conciliateurs bien avant la guerre impérialiste (1904-1912) sans poursuivre en même temps une politique de rupture, une politique de scission avec les opportunistes et les centristes de la Deuxième Interna-

(1) Afin de ne pas embarrasser le texte de références j'indique tous les ouvrages d'après lesquels j'ai rédigé cet article dans une seule note. Lénine, *Œuvres complètes* (en allemand). Vol. IV, VI, VII, VIII, X, XII. — Luxembourg, *Œuvres complètes* (en allemand), Vol. III, IV. — Radek, *Rosa Luxembourg, K. Liebknecht, L. Ioguchès*. — Martov et Dan, *Histoire de la Social-démocratie russe*. — *Die Neue Zeit*, 1904, 1910. — *Protocol N° 1, Session de la Commission de Bolchevisation, C. E. de l'U. C.*, 1925. — *Der Kampf*, 1921, 1924. — *Recueil Lénine* (en russe) vol. II. — H. Roland-Holst, *R. Luxembourg : Haar Leven en werken*. — Stalin, Kaganovitch, Postyshev : *Questions concerning the History of Bolchevism*.

Pour le lecteur français, indiquons : Lénine, *Que Faire ?* (Œuvres complètes, T. IV). — R. Luxembourg, *Marxisme, Réformisme et Léninisme* (Paris, 1934). — Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière* (Réponse à R. Luxembourg) (*Cahiers du Bolchevisme*, 15 fév. 1935). — L. Trotsky, *Bas les pattes devant Rosa Luxembourg !* (*La Lutte de Classes*, n° 40-41, juillet-août 1932).

tionale » — il substitue simplement un oukaze à un fait historique.

La vérité est que Rosa Luxembourg parvint à une claire appréciation de Kautsky et rompit avec son « centre marxiste » (ainsi s'appelaient-il lui-même), bien avant Lénine. Longtemps après le début du siècle, le prestige de Kautsky parmi toutes les fractions du mouvement russe était sans parallèle. Le menchevik Abramovitch n'exagère pas lorsqu'il écrit que

« Un Européen occidental peut difficilement imaginer l'autorité énorme dont jouissaient en Russie les dirigeants de la Social-démocratie allemande, les Liebknechts, les Bebel, les Singer. Parmi ces dirigeants, Karl Kautsky occupait une place toute particulière... servant à tous les marxistes et social-démocrates russes d'autorité la plus haute dans toutes les questions théoriques et tactiques du socialisme scientifique et du mouvement ouvrier. Dans chaque question controversée, à propos de tout problème nouveau, la première pensée était toujours : qu'en dirait Kautsky ? Comment Kautsky trancherait-il cette question ? »

Que faire ? le livre si discuté de Lénine, considérait, comme on sait, la social-démocratie et son leader, Bebel, comme des modèles pour le mouvement russe. Lorsque Kautsky écrivit son fameux article, après la révolution de 1905 en Russie, sur les Slaves et la révolution mondiale, dans lequel, écrit Zinoviev, il exprima en substance sous l'influence de Luxembourg, la conception bolchevique, Lénine fut hautement fier. « Où et quand », écrivit-il en juillet 1905, dans une polémique contre Parvue « ai-je caractérisé l'attitude révolutionnaire de Bebel et Zautsky comme de « l'opportunisme » ? Où et quand ai-je tenté de faire vivre dans la social-démocratie internationale une tendance spéciale qui ne soit pas identique à celle de Bebel et Kautsky ? »

Un an et demi plus tard, Lénine écrivit que « l'avant-garde de la classe ouvrière connaît Kautsky depuis quelque temps déjà comme son écrivain », et un mois après, en janvier 1907, il qualifia Kautsky comme « le dirigeant des social-démocrates allemands ». En août 1908, Lénine cita Kautsky comme son autorité dans la question de la guerre et du militarisme, contre Gustave Hervé, et encore en février 1914, il se référa à lui comme autorité marxiste dans sa controverse avec Rosa Luxembourg sur la question nationale. Finalement dans un de ses derniers articles d'avant-guerre, en avril 1914, *En quoi il ne faut pas imiter le mouvement ouvrier allemand*, parlant de la « maladie indubitable » de la social-démocratie allemande, il se référa exclusivement à ses chefs syndicaux (en particulier à Karl Legien) et aux orateurs parlementaires, mais il ne mentionna même pas Kautsky et les centristes, et encore moins posa la question de la rupture de l'aile gauche (dont il ne parle pas non plus) avec eux.

C'est cette attitude de Lénine pendant l'avant-guerre vis-à-vis du centre allemand — contre lequel Rosa Luxembourg menait une rude attaque directe dès 1910 — qui expliqua la véhémence et la terminologie significative des critiques de Lénine contre Kautsky, juste après l'éclatement de la guerre, par exemple dans sa lettre à Chliapouikov du 27 octobre 1914, dans laquelle il écrit : « Je mé-

prise et hais maintenant Kautsky plus que tout le reste... Rosa Luxembourg avait raison, elle avait depuis longtemps compris que Kautsky avait à un degré très développé la « servilité du théoricien »...

En résumé, le fait est que par suite de la nature de son milieu et de son travail avant la guerre Rosa Luxembourg était arrivée à une appréciation plus correcte et plus claire de la social-démocratie allemande et de ses différents courants, que ne l'avait fait Lénine. Dans une large mesure, cela déterminait et expliquait sa polémique contre Lénine sur ce qui paraissait être les « questions organisationnelles » du mouvement russe.

Le début du siècle vit la publication de deux des plus audacieux et excitants ouvrages de Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, et son prédecesseur *Que Faire ?* Le mouvement russe n'était alors en rien comparable à celui de l'Europe occidentale, spécialement allemand. Il était composé de groupes et sections isolés, en Russie, plus ou moins autonomes, poursuivant une politique sans unité, et seulement influencée de loin par ses grands marxistes révolutionnaires qui vivaient à l'étranger, Plekhanov, Lénine, Martov, Potressov, Trotsky et autres. Cependant, la tendance appelée « économiste » l'emportait ; elle mettait l'accent principal sur l'élément de spontanéité dans la lutte ouvrière et sous-estimait les éléments de direction consciente.

Le *Que Faire ?* de Lénine était une critique imputable de « l'économisme » qu'il identifiait avec le « syndicalisme pur et simple », avec le *chovstism* (ou *queuisme*, qui consiste à se mettre à la queue des événements, ou des masses), avec l'opportunisme. La social-démocratie, expliquait-il, n'est pas une simple production des luttes économiques spontanées du prolétariat, ni une servante passive des ouvriers ; elle est l'union du mouvement ouvrier avec la théorie socialiste révolutionnaire, théorie qui doit être *introduite* dans la classe ouvrière par le parti, car le prolétariat ne peut atteindre, par lui-même, qu'une conscience professionnelle, et non socialiste.

Etant donné la dispersion du mouvement en Russie, sa constitution primitive et localiste, un parti et un journal national pan-russe devaient être organisés immédiatement afin de donner au mouvement ouvrier une conscience socialiste, politique, et de l'unir dans une lutte révolutionnaire contre le tsarisme. Les militants du parti, par comparaison avec les agitateurs inconstants de cette époque, devraient être des *révolutionnaires professionnels*, intellectuels et ouvriers éduqués consacrant tout leur temps et leur énergie à l'activité révolutionnaire, et fonctionnant dans une organisation de parti extrêmement centralisée. La direction politique effective devait être le Comité de rédaction de l'organe central, édité à l'étranger par les exilés, et il devait avoir le pouvoir d'organiser et de réorganiser des groupes du parti en Russie, d'admettre ou de rejeter des membres, et même de nommer des comités et autres organes dirigeants. Je diffère des mencheviks sur ce point, écrivait Lénine en 1904 :

L'idée fondamentale du camarade Martov... est précisément un faux « démocratisme », l'idée de la cons-

truction du parti depuis le bas jusqu'en haut. Mon idée, au contraire, est « bureaucratique » en ce sens que le parti doit être construit depuis le haut jusqu'en bas, depuis le Congrès jusqu'aux organisations individuelles du parti.

Il faut se rappeler que, en dépit d'une reconsidération ultérieure, tous les leaders de la tendance de l'*Iskra* dans le mouvement russe, défendaient chaudement Lénine contre les économistes. « J'ai lu deux fois de suite, écrivait A. N. Potressov, qui fut plus tard un ennemi acharné de Lénine, la brochure depuis le commencement jusqu'à la fin, et je ne peux que féliciter son auteur. L'impression générale est excellente — en dépit de la hâte évidente, notée par son auteur lui-même, avec laquelle le travail a été fait. »

Au fameux Congrès de Londres en 1903, Plekhanov prit la parole pour défendre Lénine : « Lénine n'a pas écrit un traité sur la philosophie de l'histoire, mais un article polémique contre les économistes, qui dit : nous avons attendu pour voir jusqu'où la classe ouvrière ira d'elle-même, sans l'aide du bacille révolutionnaire. » En encore : « Si vous éliminez le bacille, il reste seulement une masse inconsciente, dans laquelle la conscience doit être apportée de l'extérieur. Si vous voulez avoir raison contre Lénine et si vous avez lu son livre entier, attentivement, vous verrez que c'est exactement ce qu'il y dit. »

C'est seulement après l'approfondissement de la scission entre les bolcheviks et les mencheviks (y compris Plekhanov) que ceux-ci lancèrent leurs violentes attaques contre l'exagération polémique de Lénine — et elle l'était — du rôle prédominant des intellectuels comme révolutionnaires professionnels, organisateurs et leaders du parti, et de la relation entre la spontanéité et l'élément de la conscience socialiste qui ne peut être introduit dans le mouvement ouvrier que de l'extérieur.

La défense que fit Lénine en 1902 et 1904 de ses idées sur ces questions et sur ce centralisme, est très significative de la compréhension des conditions *concrètes* dans lesquelles elles ont été émises et des buts *concrets* qu'ils poursuivaient.

Dans « les fruits de la démagogie », article écrit en mars 1905 par le bolchevik V. Vorovsky (lu et révisé par Lénine), l'auteur cite l'approbation de Plekhanov citée plus haut sur *Que Faire ?* et ajoute :

Ces mots définissent tout à fait justement le sens et la signification de la brochure de Lénine, et si Plekhanov dit maintenant qu'il n'était pas d'accord depuis le début, avec ses principes théoriques, cela prouve seulement qu'il était très capable de juger la signification réelle de la brochure au moment où il n'était pas nécessaire d'inventer des « divergences d'opinion principielles » avec Lénine. En fait, *Que Faire ?* était une brochure polémique (entièrement consacrée à la critique de l'aile *Khovstiste* dans la social-démocratie d'alors, à une caractérisation et une réfutation des erreurs spécifiques de cette aile). Il aurait été ridicule que Lénine, dans une brochure qui s'occupe des « questions brûlantes de notre mouvement », démontre que l'évolution des idées, spécialement celles du socialisme scientifique, s'étaient développées et se développaient

en liaison historique étroite avec la croissance du mouvement ouvrier en général). Pour lui, ce qui était important, c'était d'établir le fait que nulle part la classe ouvrière n'avait élaboré jusqu'à présent l'idéologie socialiste d'une façon indépendante, que cette idéologie (la doctrine du socialisme scientifique) était toujours importée par la social-démocratie...

En 1903, au 2^{me} Congrès même, Lénine souligna que « les Economistes ont poussé le pilier d'un côté. Afin de le renforcer, il faut le pousser de l'autre côté, et c'est ce que j'ai fait », et encore deux ans plus tard, dans le projet de résolution écrit pour le 3^{me} Congrès, il souligne que ses vues sur l'organisation n'ont pas une valeur universelle en écrivant que « sous des conditions de liberté politique, notre parti pourra être et sera construit entièrement selon le principe de l'éligibilité. Sous l'absolutisme, c'est irréalisable pour les milliers d'ouvriers qui appartiennent au parti. » Encore pendant la révolution de 1905, il montra comment un changement dans les conditions déterminaient un changement dans ses opinions :

Au 3^{me} Congrès, j'ai exprimé le vœu qu'il y ait dans les Comités du parti 2 intellectuels pour 8 ouvriers. Combien ce vœu est vieilli ! Ce qui est désirable maintenant dans les nouvelles organisations du parti, c'est que pour tout intellectuel qui appartient à la social-démocratie, il y ait quelques centaines d'ouvriers social-démocrates.

Le meilleur résumé de ses idées est peut-être celui que Lénine écrivit au début du siècle comme préface au recueil *Douze ans*, rédigé en septembre 1907 :

L'erreur fondamentale de ceux qui polémiquent contre *Que Faire ?* aujourd'hui est qu'ils isolent complètement ce travail du contexte d'un milieu historique défini, d'une période de développement de notre parti déjà passée depuis longtemps... Parler actuellement au sujet du fait que l'*Iskra* (dans les années 1901 et 1902) exagérât l'idée de l'organisation des révolutionnaires professionnels, c'est comme si on reprochait aux Japonais, après la guerre russo-japonaise, d'avoir exagéré la puissance militaire de la Russie pendant la guerre, pour avoir une attitude exagérée dans la lutte contre cette puissance. Les Japonais devaient dresser toutes les forces contre le maximum possible de forces russes afin de vaincre. Malheureusement, nombreux sont ceux qui jugent de l'extérieur, sans voir qu'*aujourd'hui* l'idée de l'organisation des révolutionnaires professionnels est déjà complètement victorieuse. Cette victoire, toutefois, aurait été impossible, si, en son temps, cette idée n'avait pas été mise au premier plan, si l'on ne l'avait pas prêché d'une manière « exagérée » aux gens qui se tenaient comme des obstacles sur le chemin de sa réalisation... *Que Faire ?* corrigeait d'une manière polémique l'Economisme, et il est faux de considérer le contenu de cette brochure en dehors de ses rapports avec cette tâche.

Les idées contenues dans *Que Faire ?*, qui doivent encore être partout lues par les révolutionnaires — avec le plus grand profit — ne peut cependant pas être compris si l'on n'a pas dans l'esprit les conditions spécifiques et les problèmes du mouvement russe de cette époque. C'est pourquoi Lénine, en réponse à une proposition de traduire sa brochure pour les partis non-russes, disait à Max Levien en 1921 : « Cela n'est pas désirable ; la traduction doit être faite au moins

avec de bons commentaires, qui devraient être rédigés par un camarade russe très familiarisé avec l'histoire du Parti Communiste russe, afin d'éviter une fausse application. »

**

Exactement de la même manière que les opinions de Lénine doivent être examinées sur le fond de la situation en Russie, de même la polémique de R. Luxembourg contre elles doit être considérée en fonction de la situation en Allemagne. Dans sa fameuse revue de la brochure de Lénine en 1904, *Un pas en avant, deux pas en arrière* (qui élargissent les vues de *Que Faire ?*), la position de Luxembourg est nettement colorée par les réalités du mouvement allemand. Où Lénine appuyait sur l'ultra-centralisme, Luxembourg soulignait la démocratie et la souplesse organisationnelle. Où Lénine accentuait le rôle prédominant du révolutionnaire professionnel, Luxembourg répondait en mettant en relief le mouvement de masses et ses sursauts élémentaires.

Pourquoi cela ? Parce que ces différentes forces jouaient de toute évidence un rôle différent en Russie et en Allemagne. Les « révolutionnaires professionnels » que Luxembourg rencontrait en Allemagne n'étaient pas, comme en Russie, les instruments du rassemblement des organisations locales, vagues et dispersées, les unissant dans un seul parti national imprégné d'une ferme idéologie marxiste, et libre des conceptions opportunistes du syndicalisme pur et simple. Tout au contraire. En Allemagne, les « professionnels » étaient les carriéristes, les bureaucrates syndicaux conservateurs, les seigneurs de la machine ossifiée du parti, les parlementaires réformistes, tous ceux qui réussirent finalement à ruiner le parti.

Avec leur énorme pouvoir conservateur, ils pesaient comme une montagne sur l'état d'esprit des militants du rang. A travers eux le poison du réformisme se répandait dans les masses. Ils jouaient le rôle de frein sur les actions de classe des ouvriers, et non celui de stimulant. En Russie, le mouvement était large et sans efficacité, basé sur les cercles, qui « reposaient complètement, comme le disait Lénine, sur l'amitié personnelle d'un petit nombre de personnes ». En Allemagne, le mouvement était étroitement organisé, avec une discipline conservatrice, routinière, et dominé par une direction centraliste semi-réformiste.

Ces circonstances concrètes conduisirent Rosa Luxembourg à cette idée que seul un appel aux masses, seul leur mouvement militant spontané, pourrait briser le mur conservateur de l'appareil du parti et des syndicats. Le « centralisme » de Lénine forgea un parti qui se montra capable de conduire les masses russes à une révolution victorieuse ; le « centralisme » que Luxembourg voyait croître dans la social-démocratie allemande devint une force conservatrice et finit par une série de catastrophes pour le prolétariat.

C'est ce qu'elle craignait lorsqu'elle écrivait à Lénine en 1904 :

...Le rôle de la direction social-démocrate prend un caractère essentiellement conservateur si elle pousse

empiriquement jusqu'à ses dernières conclusions l'expérience nouvelle acquise dans la lutte, et la convertit aussitôt en un rempart contre une innovation ultérieure de grand style. La tactique actuelle de la social-démocratie allemande, par exemple, est généralement admirée pour sa remarquable diversité, sa souplesse, et en même temps sa fermeté. Ces qualités signifient simplement, cependant, que notre parti s'est adapté merveilleusement dans sa lutte quotidienne à sa base parlementaire actuelle, jusque dans les plus petits détails, qu'elle sait comment exploiter tout le champ de bataille qu'offre le parlementarisme et le dominer en accord avec ses principes. En même temps, cette formulation tactique spécifique sert déjà à borner l'horizon ultérieur, à tel point qu'on note un fort penchant à perpétuer cette tactique et à considérer la tactique parlementaire comme la tactique social-démocrate pour toujours.

Mais il y a loin de ces paroles qui s'expliquent par les conditions spécifiques de la lutte de Luxembourg en Allemagne, aux tentatives faites par les syndicalistes et les ultra-gauches de toutes sortes pour y trouver une formule universelle de rejet des idées de direction et de centralisation. Le fait est que les ennemis opportunistes de Luxembourg, et de son collaborateur le plus proche, Léo Yoguishes (Tychko), particulièrement dans le mouvement polonais dont elle était un membre actif, ont lancé virtuellement les mêmes attaques contre ses « principes organisationnels » et son « régime de direction », que contre Lénine.

Pendant la guerre, par exemple, le Spartakusbund était hautement centralisé et étroitement tenu en mains par Yoguishes, cet organisateur incomparable. La social-démocratie de Pologne et de Lithuanie, qu'elle dirigeait, était tout aussi complètement centralisée et aussi impitoyable envers ceux qui déviaient dans ses rangs de la ligne du parti, que le parti bolchevik sous Lénine. Dans

son histoire du mouvement russe, le menchevik Théodore Dan, qui ne ménageait pas Lénine pour son « régime organisationnel », et tenta d'exploiter la critique de Lénine pour ses propres fins, écrit cependant que la social-démocratie polonaise de l'époque

...acceptait dans l'essentiel les principes organisationnels de Lénine, contre lesquels Rosa Luxembourg avait polémique à la naissance du bolchevisme ; elle appliqua ainsi les principes dans la pratique de son propre parti, dans lequel un centralisme rigide, bureaucratique, prévalait, et où des gens comme Radek, Zalevsky, Unschlicht et d'autres, qui jouèrent plus tard un rôle dirigeant dans le parti Communiste, furent exclus du parti par suite de leur attitude oppositionnelle contre l'exécutif du parti.

Le « centralisme bureaucratique » était, (et est) le terme généralement appliqué par Dan et les mencheviks de tous genres, à Lénine, Luxembourg et tous ceux qui songent sérieusement à construire un parti efficace de révolution prolétarienne — en contraste avec le vague « démocratique » qui prévaut dans la Deuxième Internationale, qui sert seulement de couverture aux éléments étrangers à la révolution pour faire leur chemin à la direction du parti, et, au moment crucial, le livrer à l'ennemi de classe. L'antagonisme irréconciliable que les réformistes manifestèrent vis-à-vis de Lénine et de Luxembourg est en rapport significatif avec l'affinité qu'ils se trouvent maintenant vis-à-vis de l'Internationale stalinienne, dans laquelle le véritable centralisme bureaucratique a atteint sa forme la plus détestable. Il n'est pas difficile d'imaginer ce que Rosa Luxembourg aurait écrit sur le régime stalinien si elle avait vécu à notre époque ; on comprend facilement pour la même raison pourquoi les staliniens ont mené cette campagne empoisonnée contre elle depuis des années.

Les années de lutte qui se sont écoulées depuis les premières polémiques dans le mouvement russe, les expériences qui ont enrichi l'arsenal des grands révolutionnaires de ce temps, et par dessus tout la révolution russe elle-même, ont évidemment servi à entraîner la tendance politique de Rosa Luxembourg plus près de celle que représentait le génie de Lénine. Si elle n'avait pas été si cruellement abattue dans la jeunesse de son pouvoir intellectuel, il n'y a que peu de doutes dans mon esprit qu'elle serait devenue l'une des plus grandes figures et des champions de l'Internationale Communiste — non de l'horrible caricature qu'elle est aujourd'hui, mais de celle qu'elle était dans ses premières années. Il ne m'est jamais arrivé, écrivit Karl Kautsky, son adversaire le plus acharné, en 1921, « de nier que pendant la guerre Rosa se rapprocha toujours plus de la conception communiste, si bien qu'il est tout à fait juste de dire comme Radek « qu'avec Rosa Luxembourg est morte la tête théorique du communisme la plus haute et la plus profonde ».

Le jugement est juste, et doublement valide parce qu'il vient d'un adversaire politique qui connaissait très bien ses opinions. Il est mille fois meilleur que tous les rabâchages superficiels sur l'inconciliabilité avec le marxisme des meilleurs maîtres de notre temps.

Max SHACHTMANN.

Communisme et

Franc-Maçonnerie

Le problème de la Franc-Maçonnerie est toujours resté d'actualité dans le mouvement ouvrier français. Nous n'avons pas l'intention maintenant de faire un historique de la question dans son ensemble, mais simplement de présenter le problème dans les termes où il se pose actuellement pour nous.

C'est dans ce but que nous republions un article écrit par Trotsky en 1922 et publié à l'époque dans la presse communiste française (*Correspondance Internationale*, 9 décembre 1922).

A beaucoup, cet article, qui vise le rôle de la Franc-Maçonnerie en France, et subsidiairement celui de la Ligue des Droits de l'Homme, paraîtra d'une brutalité inaccoutumée. Il convient donc d'abord de faire une brève remarque historique.

En 1922, le parti communiste sortait à peine du sein maternel, le parti socialiste français. En son sein ne tardèrent pas à se manifester avec virulence quelques-unes des tendances néfastes du mouvement ouvrier de ce pays, qui avaient prospéré sans frein dans la section française de la II^{me} Internationale : journalisme petit bourgeois, confusion syndicaliste, solidarité, maçonnique. Ces tendances avaient d'ailleurs nombre de points de contact : les cliques journalistiques qui constituaient les courants les plus contaminés du jeune parti communiste n'étaient pas sans rapports avec les éléments anarchisants qui luttèrent sans relâche contre une sérieuse politique syndicale communiste ; et les uns et les autres se retrouvaient fréquemment dans la franc-maçonnerie, où ils cotoyaient les « dissidents », c'est-à-dire la minorité « socialiste » restée à la II^{me} Internationale, et par-dessus le marché les partis directement bourgeois, radicaux-socialistes, en tête.

Les manœuvres, hypocrisies, louvoisements, de ces gens, tout à fait de l'espèce de ceux qui ont maconné le Front populaire de trahison en 1935-36, exigèrent l'intervention de l'Internationale lors de son IV^{me} Congrès, en 1922. C'est Trotsky, familier avec les problèmes du mouvement ouvrier français, qui prit ce travail en mains. Il écrivit à ce sujet plusieurs articles, fournit un labour énorme dans la commission française, et prononça plusieurs discours d'un intérêt exceptionnel dans les séances plénières.

La situation révolutionnaire internationale, qui devait culminer 6 mois plus tard en Allemagne (été 1923) imposait une attitude catégorique et sans équivoque. Le poison franc-maçon fut rejeté. L'Internationale décida l'incompatibilité de l'appartenance au parti communiste et à la Franc-Maçonnerie. Un bref délai fut laissé aux adhérents de cette société pour choisir. Obligation était faite à tous les éléments dirigeants de rompre publiquement. Comme on pouvait s'y attendre, un grand nombre préféra continuer ses dévotions au Constructeur de l'Univers plutôt que de

s'engager dans la voie du matérialisme dialectique...

La situation actuelle présente des différences notables avec celle de 1922. La principale est la décadence de l'Internationale « Communiste », et l'alliance quasi-officielle de ses agents français avec la franc-maçonnerie. Une autre tient à la décrépitude de la démocratie bourgeoise elle-même qui cède de plus en plus aux méthodes d'organisation et de commandement du bonapartisme, de la dictature militaire-administrative, et du fascisme. Enfin, — et c'est ce qui nous importe le plus directement — les éléments du mouvement ouvrier qui évoluent vers la gauche se retrouvent liés avec la franc-maçonnerie : c'est le cas du PSOP. Seul un aveugle pourrait ne pas s'apercevoir que la position de ce groupement envers le Front populaire a été en relation étroite avec ses liaisons maçonniques.

A notre critique, à la fois principielle et historique, de la politique des loges, on répond maintenant par les arguments suivants. Primo, la franc-maçonnerie représente un « milieu de travail », un rassemblement de masses petites bourgeoises analogue en un sens à celui qu'on trouve dans des syndicats et associations diverses : on peut donc y travailler sans compromettre la liberté du mouvement du parti ouvrier, et au contraire, en accroissant son rayonnement. Secondo, la franc-maçonnerie, extirpée et écrasée dans les pays fascistes, est aussi menacée de mort dans notre pays par la réaction et le cléricalisme : on proposerait alors une sorte de « front-unique démocratique » du genre de celui que la classe ouvrière doit être prêt à former, dans certaines conditions, avec différents secteurs de la petite bourgeoisie.

Ces arguments ne valent pas cher, et reproduisent tout simplement ceux qui ont été mis en avant pour défendre le Front populaire lui-même. Pour la centième fois, nous répétons que le Front populaire n'est pas un courant de masses, indéterminé, etc., mais est une machine hiérarchisée, d'essence capitaliste et bourgeoise, de soumission des intérêts de classe ouvriers aux intérêts capitalistes. C'est la domination d'une classe par une autre, au sein d'organisations qui trompent et trahissent systématiquement les exploités. Et c'est grâce à cette machine que le fascisme progresse et triomphe.

Il en va exactement de même de la franc-maçonnerie. Azana et Cie sont des maçons notoires. Ces « républicains » ont fait semblant de s'allier à la classe ouvrière pour mieux la trahir, et « passer les services » à Franco au moment opportun. Marceau Pivert est aussi un habitué des loges. Cela signifie qu'au moins en paroles, Azana et Pivert ont le même « idéal humanitaire ». Cependant, Pivert, lui, s'efforce de chercher une voie révolutionnaire. Quelle conclusion tirer de ce fait ? Simplement que la rupture avec la politique du Front populaire exige aussi la rupture avec la Franc-Maçonnerie, et la dénonciation de son rôle néfaste.

LA VOZ LENINISTA

BOLETIN

Del Grupo Bolchevique-Leninista de Espana
(IV^o Internacional)

N^o 1 Prix : 1 fr.

SUMMARIO : El golpe de Estado Miaja-Besteiro-Chamberlain-Bonnet - Despues de la derrota ; ¿ por donde comenza el trabajo ? por Munis - Tribuna de discusion : Aspectos y enseñanzas de la revolucion española por un militante del P.O.U.M. - La descomposicion del Buro de Londres, por Vilain - El terror franquista en Espana - Fuera los burocratas traidores del Comité de Coordinacion de refugiados.

15, Passage Dubail — Paris-X^e

Le fascisme est l'ennemi mortel de la franc-maçonnerie, des petits-bourgeois israélites, et en général des résidus actuels du « libéralisme » capitaliste, c'est absolument vrai. Il trouvera un allié plutôt dans le cléricalisme et la catholicité renaissants, en tout cas en France. Les événements se dérouleront aussi de cette façon en Italie, par exemple. Mais la franc-maçonnerie y joua un rôle absolument fatal au parti socialiste. Il en fut de même dans la révolution espagnole. Historiquement, la petite - bourgeoisie ne peut pas opposer la moindre résistance autonome au fascisme. Encore moins lorsqu'elle est elle-même sous la dictature de la grande bourgeoisie ; or, la franc-maçonnerie est précisément un des instruments de domination et de corruption de la petite bourgeoisie (et de certaines catégories prolétariennes, spécialement chez les fonctionnaires) par la grande. C'est pourquoi la classe ouvrière — et son parti — doivent, pour guider vers sa fin le combat des masses exploitées, rompre sans équivoque avec l'une des plus pernicieuses organisations bourgeoises, celle des loges. Ceux qui sont « socialistes parce que franc-maçons » n'ont pas place dans les rangs de l'avant-garde marxiste. — P. V.

**

Les Méthodes politiques du capitalisme. — Respectability et traditions anglaises. — Cléricalisme et Franc-Maçonnerie en France. — L'adhésion de communistes à la franc-maçonnerie est un scandale intolérable.

Le développement du Capitalisme a toujours approfondi et approfondi sans cesse les antagonismes sociaux. Les efforts de la bourgeoisie ont toujours tendu à éteindre ces antagonismes en politique. L'histoire du siècle dernier nous présente une extrême diversité de moyens employés par la bourgeoisie à cet effet. La répression pure et simple est son argument ultime: elle n'entre en scène que dans les moments critiques. En temps « normal », l'art politique bourgeois consiste à retrancher pour ainsi dire de l'ordre du jour la question même de la domination bourgeoise, à la masquer de toutes sortes de décors politiques, juridiques, moraux, religieux, esthétiques et à créer de cette façon dans la société l'impression de la solidité inébranlable du régime existant.

Il est ridicule et naïf, pour ne pas dire un peu sot, de penser que la politique bourgeoise se fasse toute entière dans les parlements et dans les articles de tête des journaux. Cette politique se fait aussi au théâtre, à l'église, en poésie lyrique, à l'Académie, et à l'école. La bourgeoisie enveloppe de tous côtés la conscience des couches intermédiaires et même de catégories importantes de la classe ouvrière, empoisonnant la pensée, paralysant la volonté.

C'est la bourgeoisie russe, primitive et mal douée, qui a le moins réussi dans ce domaine, et elle en a été cruellement punie. La poigne tsariste mise à nu, en dehors de tout système compliqué de camouflages, de duperie, et d'illusions, se trouva insuffisante. La classe ouvrière russe s'empara du pouvoir.

La bourgeoisie allemande, qui a donné incom-

parablement plus dans les sciences et les arts, était politiquement d'un degré à peine supérieur à la bourgeoisie russe : la principale ressource politique du capital allemand était le Hohenzollern et le lieutenant prussien. Et nous voyons actuellement la bourgeoisie allemande occuper une des premières places dans la course à l'abîme.

Si vous voulez étudier la façon, les méthodes et les moyens par lesquels la bourgeoisie a grugé le peuple au cours des siècles, vous n'avez qu'à ouvrir l'histoire des plus anciens pays capitalistes : l'Angleterre et la France. Dans ces deux pays, les classes dirigeantes ont affermi peu à peu leur domination en accumulant sur la route de la classe ouvrière des obstacles d'autant plus puissants qu'ils étaient moins visibles.

Le trône de la bourgeoisie anglaise aurait été brisé s'il n'eût été entouré d'une atmosphère de « respectability », de tartufferie et d'esprit sportif. Le bâton blanc des policemen ne protège que la ligne de repli de la domination bourgeoise, et une fois le combat engagé sur cette ligne — la bourgeoisie est perdue. Infiniment plus important pour la conservation du régime britannique est l'imperceptible toile d'araignée de *respectability* et de lâcheté devant les commandements bourgeois et les « convenances » bourgeoises qui enveloppe les cerveaux des trade-unionistes, des chefs du Labour Party et de nombreux éléments de la classe ouvrière elle-même.

La bourgeoisie française vit, politiquement, des intérêts du capital hérité de la Grande Révolution. Le mensonge et la perversion de la démocratie parlementaire sont suffisamment connus et semblent-t-il, ne laissent plus de place à aucune illusion. Mais la bourgeoisie fait de cette perversion même du régime son soutien. Comment ? Par l'entremise de ses socialistes. Ces derniers, par leur critique et leur opposition, prélèvent sur les masses l'impôt de confiance, et, au moment critique, transmettent toutes les voix qu'ils ont recueillies à l'Etat capitaliste. Aussi la critique socialiste est-elle actuellement un des principaux états de la domination bourgeoise. De même que la bourgeoisie française fait servir à ses buts non seulement l'Eglise catholique, mais aussi le dénigrement du catholicisme, elle se fait servir non seulement par la majorité parlementaire, mais aussi par les accusateurs socialistes, ou même souvent anarchistes, de cette majorité. Le meilleur exemple en est fourni par la dernière guerre, où l'on vit abbés et franc-maçons, royalistes et syndicalistes libertaires, se faire les tambours enthousiastes du capital ensanglanté.

Le rôle historique de la franc-maçonnerie

Nous avons prononcé le mot : franc-maçonnerie. La franc-maçonnerie joue dans la vie politique française un rôle qui n'est pas mince. Elle n'est en somme qu'une contrefaçon petite-bourgeoise du catholicisme, féodal par ses racines historiques. La République bourgeoise avançant tantôt sa gauche, tantôt son aile droite, tantôt les

deux à la fois, emploie dans un seul même but soit le cléricalisme authentique, ecclésiastique, soit sa contrefaçon petite-bourgeoise, la franc-maçonnerie, où le rôle des cardinaux et des abbés est joué par des avocats, par des tripoteurs parlementaires, par des journalistes véreux, par des financiers juifs bedonnants ou en passe de le devenir... La franc-maçonnerie, ayant baptisé le vin fort du catholicisme, et réduit, par économie petite-bourgeoise, la hiérarchie céleste au seul « Grand Architecte de l'Univers », a adapté en même temps à ses besoins quotidiens la terminologie démocratique : Fraternité, Humanité, Vérité, Equité, Vertu. La franc-maçonnerie est un élément point officiel, mais extrêmement important, du régime bourgeois. Extérieurement elle est apolitique, comme l'Eglise ; au fond elle est contre-révolutionnaire comme elle. A l'exaspération des antagonismes de classes, elle oppose des formules mystiques sentimentales et morales, et les accompagne, comme l'Eglise, d'un rituel de Mi-Carême. Contre-poison impuissant, de par ses sources bourgeoises contre la lutte de classe qui divise les hommes, la maçonnerie, comme tous les mouvements et organisations du même genre, devient elle-même un instrument incomparable de lutte de classe, entre les mains de la classe dominante contre les opprimés.

Le grand art de la bourgeoisie anglaise a toujours consisté à entourer d'attention les chefs surgissant de la classe ouvrière, à flatter leur respectabilité, à les séduire politiquement et moralement, à les émasculer. Le premier artifice de cet approvisionnement et de cette corruption, ce sont les multiples sectes et communautés religieuses où se rencontrent sur terrain « neutre » les représentants des divers partis. Ce n'est pas pour rien que Lloyd George a appelé l'Eglise « la centrale électrique de la politique ». En France ce rôle, en partie du moins, est joué par les loges maçonniques. Pour le socialiste, et plus tard pour le syndicaliste français, entrer dans une loge signifiait communier avec les hautes sphères de la politique. Là se lient et se délient les relations de carrière ; des groupements et des clientèles se forment, et toute cette cuisine est voilée d'un crêpe de morale, de rites et de mystique. La franc-maçonnerie ne change rien de cette tactique, qui a fait ses preuves, à l'égard du Parti Communiste : elle n'exclut pas les communistes de ses loges, au contraire, elle leur en ouvre les portes toutes grandes. Elle cesserait d'être elle-même, si elle agissait autrement. Sa fonction politique consiste à absorber les représentants de la classe ouvrière pour contribuer à ramollir leurs volontés et, si possible, leurs cerveaux. Les « frères » avocats et préfets sont naturellement très curieux et même enclins à entendre une conférence sur le communisme. Mais est-ce que le frère de gauche, qui est le frère cadet, peut se permettre d'offrir au frère aîné, qui est le frère de droite, le communisme sous le grossier aspect d'un bolchéviek le couteau entre les dents ? Oh ! Le communisme qui est servi dans les loges maçonniques doit être une doctrine très élevée, d'un pacifisme recherché, humanitaire, reliée par un très subtil cordon ombilical de philosophie à la fraternité maçonnique. La maçonnerie n'est qu'une des formes de la servilité politique de la petite bourgeoisie devant la grande. Le fait que des « communistes » participent à la maçonnerie indique la servilité morale de certains pseudo-révo-

lutionnaires devant la petite bourgeoisie et, par son intermédiaire, devant la grande.

**

Inutile de dire que la *Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen* n'est qu'un des accès de l'édifice universel de la démocratie capitaliste. Les loges étouffent et souillent les âmes au nom de la Fraternité ; la Ligue pose toutes les questions sur le terrain du Droit. Toute la politique de la « Ligue », comme l'a démontré avec clarté la guerre, s'exerce dans les limites indiquées par l'intérêt patriotique et national des capitalistes français. Dans ce cadre la Ligue a tout loisir de faire du bruit autour de telle ou telle injustice, de telle ou telle violation du droit : cela attire les arrivistes et abasourdit les simples d'esprit.

La *Ligue des Droits de l'Homme* a toujours été de même que les loges maçonniques, une arène pour la coalition politique des socialistes avec les radicaux-bourgeois. Dans cette coalition les socialistes agissent, bien entendu, non pas comme représentants de la classe ouvrière, mais individuellement. Toutefois l'importance prise par tel ou tel socialiste dans ses loges est déterminé non par le poids de sa vertu individuelle, mais par l'influence politique qu'il a dans la classe ouvrière. Autrement dit : dans les loges et autres institutions du même genre MM. les socialistes tirent profit pour eux-mêmes du rôle qu'ils jouent dans le mouvement ouvrier. Et ni vu ni connu, car toutes les machinations sont couvertes par le rituel idéaliste.

Bassesse, quémardage, écorniflage, aventurisme, arrivisme, parasitisme, au sens le plus direct et le plus matériel du mot, ou bien, en un sens plus occulte et « spirituel », — voilà ce que signifie la franc-maçonnerie pour ceux qui viennent à elle d'en bas. Si les amis de Léon Blum et de Jouhaux s'embrassent dans les loges avec leurs frères du bloc des gauches, ils restent, ce faisant, dans le cadre de leur rôle politique : ils parachèvent dans les séances secrètes des loges maçonniques ce qu'il serait incongru de faire ouvertement en séance publique du parlement ou dans la presse. Mais nous ne pouvons que rougir en apprenant qu'il y a dans un Parti Communiste (!!!) des gens qui complètent l'idée de la dictature du prolétariat par la fraternisation dans les tenues maçonniques avec les dissidents, les radicaux, les avocats et les financiers. Si nous ne savions rien de plus sur la situation de notre Parti Français cela nous suffirait pour dire avec Hamlet : « Il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark... » L'Internationale peut-elle permettre la prolongation de cet état de choses scandaleux ? Ce serait tolérer que le Parti Communiste Français occupât dans le système du conservatisme démocratique la place de soutien de gauche occupée autrefois par le Parti Socialiste. Mais cela ne sera pas — nous avons trop foi en l'instinct révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne française. D'une lame impitoyable elle tranchera une fois pour toutes tous les liens politiques, philosophiques, moraux et mystiques qui rattachent encore la tête de son parti aux organes déclarés ou masqués de la démocratie bourgeoise, à ses loges, à ses ligues, à sa presse. Si ce coup laisse au dehors de notre parti quelques centaines et même quelques milliers de

morts politiques, tant pis pour eux. Tant pis pour eux et tant mieux pour le parti du prolétariat, car ses forces et son poids ne dépendent pas du seul nombre de ses membres.

Une organisation de 50.000 membres, mais construite comme il sied, qui sait fermement ce qu'elle veut et qui suit la voie révolutionnaire sans jamais s'en écarter, peut et doit conquérir la confiance de la majorité de la classe ouvrière et occuper dans la révolution la place directrice. Une or-

ganisation de 100.000 membres comprenant centristes, pacifistes, franc-maçons, journalistes bourgeois, etc..., est condamnée à piétiner sur place, sans programme, sans idée, sans volonté — et jamais ne pourra conquérir la confiance de la classe ouvrière.

La franc-maçonnerie est une plaie sur le corps du communisme français. Cette plaie, il faut la cautériser au fer rouge.

Les intellectuels ex-révolutionnaires et la réaction mondiale

*La crise des compagnons de voyage déçus
du Bolchevisme
n'est pas la « Crise du Marxisme »*

Pendant ces dernières années, la génération amie des intellectuels révolutionnaires a été fortement influencée par le Stalinisme. Déjà pourtant, le nombre de ceux qui s'en détournent, dans les pays avancés tout au moins, prend des proportions plus amples. Les uns sont sincèrement déçus dans leurs illusions tandis que d'autres se rendent simplement compte que le navire s'aventure vers des passes dangereuses et ils ont hâte de l'abandonner. Il serait naïf d'espérer que les déçus se tournent vers le Marxisme, que, en fait, ils n'ont jamais connu. Pour la plupart des intellectuels l'abandon du Stalinisme signifie une rupture complète avec la révolution et une réconciliation passive avec la démocratie nationaliste. Ces « désenchantés » constituent un bouillon de culture idéal pour les bacilles du septicisme et du pessimisme.

Ils disent : « Il est impossible de faire quoi que ce soit actuellement. L'Europe tout entière va quand même sombrer sous la vague du fascisme, et la bourgeoisie des Etats-Unis est de loin trop puissante. Les chemins de la révolution ne conduisent nulle part. Nous devons nous adapter au régime démocratique et nous devons le défendre contre toutes attaques. Il n'y a pas d'espoir pour la IV^e Internationale, du moins pas avant 20 ou 30 ans encore... » etc., etc...

Les rangs des déçus ne comptent pas seulement des Stalinistes, mais aussi des compagnons temporaires du Bolchevisme. Victor Serge, par exemple, a récemment annoncé que le Bolchevisme pas-

se par une « crise du Marxisme ». Dans son innocence théorique V. Serge s'imagine être le premier à faire cette découverte. Cependant, à chaque moment de la réaction, des dizaines et des centaines de révolutionnaires instables se sont levés pour annoncer la crise, la crise finale, cruciale et mortelle du Marxisme.

Que le vieux parti bolchevik se soit épuisé, qu'il ait dégénéré et qu'il ait péri, cela ne se discute même plus. Mais la fin d'un parti historique qui pendant une certaine période s'est basé sur la doctrine marxiste, ce n'est pas la fin de cette doctrine. La défaite d'une armée n'infirme pas les principes fondamentaux de la stratégie. Un artiller peut tirer loin de sa cible, cela n'infirme pas la balistique, c'est-à-dire la science de l'artillerie. Et si l'armée du prolétariat essuie une défaite, ou si son parti dégénère cela n'infirme pas le marxisme qui est la science de la révolution. Que V. Serge lui-même traverse une « crise », que ses idées s'embrouillent désespérément, cela se voit. Mais la crise de Victor Serge n'est pas la crise du Marxisme.

En tout cas, aucun révolutionnaire sérieux ne songera à se servir d'intellectuels perdus dans leur confusion, de Stalinistes déçus ou de sceptiques découragés comme unités de mesure pour mesurer la marche de l'histoire. La réaction mondiale, indiscutablement pris des proportions monstrueuses actuellement. Mais par là même elle a préparé le sol pour la plus grande crise révolutionnaire. Le fascisme s'établira peut-être sur l'Europe entière. Mais il ne pourra s'y maintenir non seulement « mille ans », comme Hitler le rêve, mais même pas dix ans. Le fascisme sur l'Europe cela signifierait une aggravation monstrueuse des incompatibilités de classes et des incompatibilités entre nations.

Il est absurde, anti-scientifique et antihistorique, de croire que la réaction puisse continuer à s'étendre pas à pas comme elle l'a fait jusqu'à présent. La Réaction, c'est la suppression mécanique des contradictions sociales. Et à un certain moment, l'explosion est inévitable. La réaction mondiale sera renversée par la plus grande catastrophe de l'histoire ou plus exactement par une série de catastrophes révolutionnaires. La guerre que tout le monde attend déjà dans l'avenir le plus proche causera l'effondrement de toutes les illusions. Non seulement des illusions du réformisme, du pacifisme et de la démocratie, mais également des illusions du fascisme. Il n'y aura qu'une lumière qui se dressera au-dessus de ce chaos sanglant : la lumière du Marxisme.

Hegel aimait à répéter : « Tout ce qui rationnel est réel. » Cela veut dire : toute idée qui correspond à des besoins objectifs de développement, vaincra et triomphera. Aucun intellectuel honnête

ne pourra nier que toute l'analyse et tous les avertissements des Bolcheviks-Léninistes (Quatrième Internationale) pendant les 15 dernières années n'aient été et ne soient encore confirmés par les événements. C'est justement par cette certitude de leur vérité que les sections qui constituent la Quatrième Internationale sont fortes et immuables. Les catastrophes du capitalisme européen et mondial qui menacent l'humanité éclairciront les sentiers devant les cadres trempés des marxistes révolutionnaires.

Que les déçus enterrent leurs morts. La classe des travailleurs n'est pas un cadavre. Comme auparavant, c'est sur elle que repose la société ! Elle a besoin de nouveaux guides et elle ne les trouvera que dans la IV^e Internationale. Tout ce qui est rationnel est réel. La social-démocratie, et la Stalinocratie ne représentent plus aujourd'hui que de prodigieuses fictions. Mais la IV^e Internationale est une solide réalité.

Victor Serge et la IV^e Internationale

Certains de nos amis nous demandent quelles sont les relations de Victor-Serge avec la IV^{me} Internationale. Nous sommes obligés de répondre que ce sont des rapports d'adversaires. Depuis qu'ils est venu à l'étranger, Victor-Serge n'a pas cessé de s'agiter. On ne peut définir son attitude que comme de « l'agitation ». Sur aucune question il n'a exposé de conception claire, définie, de réfutation ou de proposition. Au contraire, il a tout le temps soutenu ceux qui quittaient la IV^{me} Internationale dans n'importe quelle direction, à droite ou à gauche. Brusquement pour tout le monde, Serge donna, dans une lettre officielle, son adhésion au POUM, tout en n'ayant fait aucune tentative de répondre à notre critique du POUM comme organisation centriste qui joua un rôle assez triste. Victor Serge flirta avec les anarco-syndicalistes espagnols, malgré le rôle de traîtres qu'ils jouèrent dans la révolution espagnole. Dans les coulisses, il soutint le lamentable héros du trade-unionisme de « gauche », Sneevliet, tout en ne se décidant pas à défendre ouvertement la politique de l'opportuniste hollandais. En même temps, Victor Serge répétait à l'occasion que ses divergences avec nous n'avaient qu'un caractère « secondaire ». A la question posée ouvertement : pourquoi, dans ce cas-là, collabore-t-il, non avec la IV^{me} Internationale, mais avec ses pires ennemis — Victor-Serge n'a pas su donner de réponse. Tout cela a retiré à sa « politique » personnelle toute logique, et l'a transformé en une série de combinaisons personnelles, pour ne pas dire intrigues. Si Victor-Serge parle, encore maintenant, de ses « sympathies » envers la IV^{me} Internationale, c'est exactement dans le même sens qu'en parlent Verekn, Molinier, Sneevliet, Maslow, etc., qui ont en vue, non l'Internationale réelle, mais une Internationale selon leur imagination, à leur image et ressemblance, qui leur est nécessaire afin de cacher leur politique

opportuniste ou aventuriste. Avec cette Internationale inexistante, notre Internationale qui agit réellement n'a rien de commun. Et pour la politique de Victor-Serge, ni la section russe ni la IV^{me} Internationale dans son ensemble, ne prennent la moindre responsabilité.

La Rédaction du Bulletin
de l'Opposition (russe).

Léon TROTSKY

Leur morale
et la nôtre

Un Volume..... 12 francs

EN VENTE AUX

PUBLICATIONS POPULAIRES

Extrait des rapports adoptés par le 3^e Congrès du P. O. I.

(15 Janvier 1939)

I. - Sur la situation en France

L'OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE

Dans la course de chaque impérialisme pour la domination de son appareil politique, économique et militaire et pour la préparation à la guerre, l'impérialisme français est l'un des plus attardés, et aussi l'un des moins aptes à y faire face. D'où l'acceptation par lui du « Diktat de Munich ». Aussi est-il celui qui doit mettre le plus d'énergie brutale à reconstituer ses forces productives, à refaire son appareil militaire et à réduire ses oppositions sociales.

Munich a marqué l'effondrement total et la rupture du Front Populaire. Le parti radical est redevenu l'instrument principal de l'offensive réactionnaire. Le gouvernement Daladier, appuyé sur la législation contre-révolutionnaire du Front populaire, a pris une orientation nettement bonapartiste. Il a hautement proclamé, avec le « plan Reynaud », les buts de sa politique : restauration du profit capitaliste ; orientation de toute l'économie vers la préparation à la guerre. Pour y parvenir la bourgeoisie poursuit avec une logique implacable son offensive vers la destruction des libertés démocratiques et des organisations ouvrières. Mais cette offensive a atteint une étape supérieure. Il ne s'agit plus d'acculer les masses travailleuses, malgré de nombreux conflits partiels, à un recul continué à partir des positions de juin 1936. Il s'agit de leur infliger une défaite qui brise, pour un certain temps, la capacité d'offensive ouvrière. D'où l'application massive et immédiate des décrets-lois ; d'où l'offensive inouïe contre la grève générale du 30 novembre.

La faillite de la grève générale et ses conséquences cristallisent, en une défaite brutale, les reculs successifs des masses travailleuses depuis juin 36. La grève générale du 30 novembre 1938 symbolise la défaite ouvrière, comme, par opposition, celle du 12 février 1934 symbolisa le début de l'offensive ouvrière contre le fascisme. L'occupation généralisée des usines, en juin 1936, avait profondément modifié les rapports de classe sur le terrain des entreprises, en faveur des ouvriers. La victoire du gouvernement Daladier a renversé ces rapports en faveur du patronat. Elle a accentué la rupture du prolétariat et des « classes moyennes », qui ont perdu confiance dans la capacité politique et d'offensive des ouvriers. Fort de sa victoire le gouvernement Daladier travaille à l'exploiter systématiquement. Les avantages sociaux, conquis par l'occupation des usines et enregistrés dans les « lois Matignon », sont annulés : 40 heures, conventions

collectives, congés payés, pouvoir des délégués. Les cadres organisés des masses ouvrières dans les entreprises sont disloqués par les licenciements.

QUELLE PERSPECTIVE DEGAGER ?

Le gouvernement Daladier manque d'une base sociale. Le mouvement fasciste n'a pu encore se constituer en formation de masses. Les directions ouvrières ont reculé misérablement, sans se battre, négociant dans les coulisses jusqu'au bout. Un intermédiaire gouvernemental de gauche ne peut être exclu. Même dans ce cas, il résulte de ce qui précède que le bonapartisme gouvernemental et son instrument, le parti radical, vont se trouver provisoirement renforcés. Les partis réactionnaires, les mouvements fascistes alliés parlementaires de Daladier, vont, sous sa protection, continuer leurs attaques anti-ouvrières, mais lui abandonneront leur chantage. Les directions ouvrières esquiveront quelques diversions, sous la poussée des masses, qui veulent lutter. Mais leur principal souci sera de rester dans le giron de l'Union nationale, de ménager le Parti radical, « enfant prodige » du Front populaire, et même Daladier « pour éviter le pire ». (Le rôle d'entremetteuse que joue le P. S. nous en assure déjà). En définitive, elles freineront activement toute volonté d'offensive ouvrière. Daladier pourra ainsi, dans une atmosphère de sécurité relative, accentuer sa politique réactionnaire (exemple : interdiction de toute création de postes de fonctionnaires). Peut-être même tentera-t-il de stabiliser ses avantages par une opération électorale qui lui assurera, sur la base de sa victoire, de la démoralisation des travailleurs, et de la réforme électorale, une Chambre plus docile.

Mais de nouvelles élections, même aboutissant provisoirement à un renforcement radical (ce qui n'est nullement assuré), précipiteront la décomposition du « centre » au bénéfice des extrêmes, particulièrement, pour l'étape immédiatement à venir, de l'aile droite. Daladier, par sa politique de répression anti-ouvrière, malgré ses « combinaisons » avec l'aile droite syndicale, détruit les conditions d'équilibre de son gouvernement. La droite — vainqueur réel — l'assailera, exigera de lui qu'il s'efface au profit d'une « concentration nationale », où les radicaux joueront le rôle d'otages enchaînés, et qui donnera aux bandes fascistes toute facilité et protection pour recruter et attaquer les organisations ouvrières.

D'autre part, le plan Reynaud est incapable d'assurer une base favorable aux prêts à long terme, aux investissements, à un accroissement réel de la production, d'assurer donc un redressement économique ; encore moins un marché de consommation. Il n'est qu'un essai pour tenter de réduire la crise du régime français par les procédés du capitalisme classique (fiscalité, déflation, abaissement du niveau de vie et sur-exploitation des travailleurs). La préférence qui lui a été accordée, au détriment du « plan Marchandau » d'inspiration plus « étatiste », exprime l'hésitation de la bourgeoisie à s'engager dès maintenant dans la voie de la « fascisation » du pays et à affaiblir par une telle crise la « cohésion nationale » au moment où menace d'exploser un conflit interimpérialiste. Il constitue un palier d'attente de l'offensive bourgeoise. L'application de ce plan de déflation et de misère généralisée renforcera donc inévitablement le fascisme et contraindra le camp ouvrier à la résistance. L'aggravation de la situation des masses petites-bourgeoises donnera aux bandes fascistes, sur la base de la faillite du Front populaire, des possibilités très favorables de recrutement. La résistance ouvrière rendra de nouveau ces bandes indispensables au grand capital. La destruction des avantages acquis, l'abaissement des salaires, l'application des décrets fiscaux créeront une situation insupportable aux masses ouvrières. Sans doute les directions « ouvrières » profiteront-elles, avant tout, de ce mécontentement pour tenter de mettre sur pied d'éphémères combinaisons gouvernementales « de gauche ». Et peut-être y parviendront-elles. En tous cas, de moins en moins. Mais les ouvriers pousseront les directions à la résistance, à la lutte, si mal organisée qu'elle soit, contre le gouvernement.

La nouvelle étape n'exclut donc pas des zig-zags passagers. Mais sa ligne fondamentale s'oriente vers le fascisme. La classe ouvrière aura-t-elle la capacité de lutte nécessaire pour briser ce développement ?

SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE

1936-1938

Depuis 1934 elle a souvent su montrer sa capacité de résistance et d'offensive. Mais les bureaucraties ont toujours pu et su endiguer l'élan des masses et le canaliser dans un mouvement pour la défense de la démocratie bourgeoise et de l'impérialisme français. Une avant-garde révolutionnaire n'a pas pu surmonter les barrières bureaucratiques pour former un parti de classe et prendre la direction des luttes des masses. Chaque fois que l'élan des masses a dépassé les objectifs fixés par les bureaucraties, celles-ci ont pu le freiner, le briser, le ramener en arrière. Après avoir décomposé l'offensive révolutionnaire de juin 36, elles ont pu empêcher toute lutte ouvrière partielle d'atteindre une ampleur nationale, d'élargir et de politiser ses objectifs, de donner corps à la lutte dans des organismes prolétariens.

Une contre-offensive prolétarienne d'envergure en réponse à la politique de la pause a été attendue et prédite par beaucoup. Elle ne s'est pas déclanchée. L'avant-garde était beaucoup trop faible pour en prendre l'initiative. Et les reculs successifs se sont cristallisés dans la débacle chauvine de septembre dernier, où les masses ouvrières ont évité la guerre surtout à cause des « incertitudes impérialistes », puis dans la faillite de la grève générale du 30 novembre, défaite qui clôtura sur un échec l'offensive quasi spontanée

ment engagée par les masses travailleuses de ce pays contre le fascisme à partir de février 34. Au cours de cette période, les masses ont montré qu'elles avaient la capacité quasi spontanée de résister à l'agression de l'ennemi de classe. Mais aussi qu'elles étaient incapables de passer à l'offensive révolutionnaire sans une direction marxiste. L'avant-garde n'a pu se développer assez, dans le même temps, pour prendre cette direction. La bourgeoisie a ainsi pu mener son offensive jusqu'à la défaite ouvrière du 30 novembre.

LES ORGANISATIONS OUVRIERES

Quelles sont les conséquences du 30 novembre sur les organisations ouvrières ?

Les lock-outs massifs dans l'industrie, la répression partout ont pour but très précis de briser les cadres de la lutte syndicale. (Déclarations d'un dirigeant de la C.G.P.F. dans *Paris-Soir* du 5-12 38). Ils donnent la possibilité de faire un tri, de décapiter massivement les sections syndicales d'entreprises. Les cadres de l'armée ouvrière qui s'étaient formés dans le feu des batailles depuis deux ans reçoivent un coup sérieux. La bourgeoisie sait parfaitement que les ouvriers ont acquis, pendant ce temps, l'expérience d'un commencement de révolution. Elle entend ainsi désorganiser les formations ouvrières de lutte. La bureaucratie syndicale, par sa tactique de trahison, a opéré la scission, dans l'action du 30 novembre, entre l'avant-garde de l'industrie privée et les couches arriérées de syndicats : fonctionnaires, services publics. Au sein même des ouvriers de l'industrie privée, cette tactique a entraîné la coupure entre les ouvriers combattifs et la couche moins consciente, permettant le spectacle de milliers de jaunes honteux de l'être. Incapables d'organiser la retraite, elle oppose aux licenciés qu'elle abandonne les autres grévistes auxquels elle ordonne de rentrer sans condition de réembauchage total. Elle facilite ainsi la politique de division des rangs ouvriers que pratique la bourgeoisie.

La C.G.T. subit donc un affaiblissement très sérieux de ses effectifs, déjà décroissants depuis la « pause ». D'où un renforcement des couches de l'aristocratie ouvrière, qui reste dans les syndicats, renforcement qui n'est pas encore important, mais qui déjà se dessine nettement. La conséquence en est un renforcement aussi de la bureaucratie réformatrice (ex-confédérés) qui les représente. Les stalinien tendent à revenir à une influence de base, qui correspond à leur minorisation politique dans l'appareil bureaucratique de la C.G.T. une partie des bureaucrates syndicaux stalinien tend à quitter le P. C. pour s'adapter aux variations survenues dans la composition sociale de la C. G. T. Une partie importante des syndiqués de base abandonnent, découragés, la C. G. T. et adhèrent aux syndicats chrétiens ou professionnels, auxquels la destruction des conquêtes sociales permet une certaine marge de démagogie anticapitaliste. L'aile vieille réformatrice et pacifiste s'est prêtée, est toujours prête aux pires compromissions avec Daladier ou un autre pour conserver ses privilèges bureaucratiques. D'elle se détachent déjà des traitres prêts à servir de garants « ouvriers » au fascisme. Il ne faut, d'autre part, pas sous-estimer des attitudes comme celle du bureau du Syndicat des Agents des P.T.T. en septembre (front unique avec les groupes d'Alliance démocratique) ou du Syndicat laïque de l'Enseignement du Rhône le 30 novembre (briseurs de grève). Leur pacifisme bourgeois, leur « antistalinisme » en fait anti-communiste, s'ils ne partent pas des mêmes aspira-

tions, faciliteront le travail de la démagogie fasciste dans les rangs ouvriers. Seul le rôle contre révolutionnaire avéré du stalinisme leur permet naturellement de pouvoir mener cette campagne dans les rangs ouvriers.

Le passage ouvert de la direction stalinienne aux ordres de son impérialisme national, analysé dans le dernier article de Trotsky (*Lutte Ouvrière*, n. 100-101), commence à se dessiner en France. Toute une aile droite commence à se former dans la bureaucratie (députés « paysans » comme Renaud Jean, bureaucrates syndicaux) qui s'appuie sur les couches petites-bourgeoises intégrées en masse dans le P.C. après son tournant « démocratique » et social-patriote. Cette aile provoque déjà une accentuation à droite de l'ensemble du P.C. Ira-t-elle jusqu'à s'en détacher ? On n'en peut actuellement rien dire. Tout ce développement peut se trouver d'ailleurs brusquement bouleversé et accéléré par une dissolution du P.C., objectif incontestable de l'offensive bourgeoise, et dont la menace ne doit nullement être sous-estimée. Dans la base du P.C., pour autant qu'on puisse connaître quelques symptômes, certains, tant qu'à être patriotes, préfèrent l'être « authentiquement » ; d'autres, démoralisés, se retirent de la lutte ; d'autres enfin, assez nombreux, se replient dans une activité purement syndicale. La trahison du P.C. a entraîné parmi les ouvriers « organisés » un discrédit et une profonde méfiance vis-à-vis du « parti politique ». Nous l'affirmons souvent. Mais nous n'en tirons pas suffisamment les conséquences, quand nous posons le problème de la formation de l'avant-garde politique de la classe ouvrière. C'est par une pénétration politique sérieuse et persévérante dans les noyaux syndicaux oppositionnels ou les sections d'entreprises que nous regagnerons ces ouvriers au parti révolutionnaire.

La S.F.I.O. ne semble guère avoir retenu, en dehors de ses bastions traditionnels (Nord, etc...), les ouvriers qu'elle avait gagnés avec la vague de juin 36. La bureaucratie socialiste fait tous ses efforts pour intégrer au bloc de l'impérialisme français, dans le cadre « démocratique » les travailleurs. Le Congrès de Montrouge exprime sa volonté de faire subir aux classes laborieuses toutes les exigences de la bourgeoisie préparant sa guerre moyennant la sauvegarde des intérêts bureaucratiques et de leur intégration au cadre de l'« Etat français ».

Dans les organisations ouvrières s'ouvre donc une période de dissolution politique, de luttes internes aiguës et de reclassements des courants. Période coïncidant avec de probables soubresauts des luttes ouvrières, après la défaite du 30 novembre, dans les couches d'avant-garde. Période au cours de laquelle le P.O.I. a pour tâche numéro 1 de former des cadres, non pas sur un plan sectaire, dans des « cercles », mais sur un plan de parti, en confrontant dans l'action nos positions politiques avec l'expérience quotidienne.

LE FRONT UNIQUE DE DEFENSE

L'impitoyable offensive de la bourgeoisie contre toutes les catégories d'exploités permet à nouveau de coaliser tous les mécontentements, donne une force nouvelle à la résistance. Sur cette base la lutte peut être réorganisée, un barrage peut être reconstruit contre le développement du fascisme. Un prolétariat battu, en recul, peut réorganiser ses forces et reprendre une offensive d'envergure — même privé d'une direction révolutionnaire — exemple espagnol après l'écrasement de l'insurrection asturienne. Il ne faut naturellement

pas exclure de notre perspective l'éventualité d'un recul sans engagements de classe décisifs, d'envergure nationale, éventualité que l'expérience italienne et allemande ainsi que la puissance des bureaucraties ouvrières ne permet malheureusement pas d'exclure. Il faut tenir le plus grand compte, dans ce domaine, des caractéristiques nationales du prolétariat français, faculté d'improvisation, indépendance relative à l'égard des appareils bureaucratiques « organisés ». D'où l'importance — en tout état de cause — des délais qui nous sont impartis, même dans des conditions de lutte défavorables. Mais quelles sont les forces ouvrières en présence capables d'organiser cette lutte ?

Les bureaucraties ouvrières en sont incapables, y sont au fond opposées. La faillite du 30 novembre est le couronnement de toute la stratégie de lutte qu'elles ont imposée aux ouvriers, après le recul de la vague de juin 1936. Au moment où les patrons, à la suite de Daladier, se jettent à la curée des lois sociales, elles tentent misérablement de se raccrocher à un régime qu'elles ont sauvé en juin 1936, et qui, remis le pied à l'étrier, les chasse du pouvoir. Elles maintiennent désespérément sur un plan de collaboration et d'union sacrée : nécessité du surarmement, union nationale de Thorez à Marin (Blum), maintien des décrets-lois « quant au fond » (déclaration de Sémard au Conseil général).

Mais dans l'actuelle situation de défensive, les bureaucraties ouvrières, relativement dépendantes des masses ouvrières, seront nécessairement plus sensibles à leur pression. Leurs privilèges dépendent de l'existence d'organisations ouvrières, les contraindront, dans une certaine mesure, à participer à la lutte des masses, quoique naturellement elles soient à tout instant prêtes aux pires trahisons. L'avant-garde doit trouver là, par une agitation intense pour un front unique ouvrier de défense, pour attirer l'attention des masses, participer à l'organisation de leurs luttes, les pénétrer de son influence politique. Les masses y seront d'autant plus sensibles que la faillite du Front populaire, a éveillé, parmi les éléments les plus actifs d'entre elles, le sens critique qu'avait abruti deux ans d'euphorie « démocratique » et d'illusions « parlementaires ».

Malgré sa faiblesse, l'avant-garde marxiste peut jouer un rôle efficace dans la constitution d'un front unique de défense ouvrier. Le P.O.I. doit y travailler — y travaille déjà ailleurs — dans la clarté politique et la souplesse tactique, à partir des possibilités d'action immédiates qui lui sont accessibles. L'instrument décisif, pour réaliser un tel objectif, est une perspective claire. Le programme de transition adopté par notre dernière Conférence internationale donne tout son contenu réel au Front unique ouvrier : une base politique, des objectifs d'action, une perspective de lutte. Il donne sa substance à notre offensive contre le découragement dans les rangs ouvriers, pour la critique de l'expérience de Front populaire, contre la confusion des divers courants « oppositionnels » expulsés du F.P. par les exigences de la collaboration de classes et du chauvinisme. Ces courants sont incapables d'apporter, sur ce plan, une réponse décisive, claire, persévérante. Leur centrisme les ballote entre des erreurs opposées qui définissent leur instabilité essentielle.

Une commission doit, dans la direction du P.O.I., travailler à populariser et adapter à l'agitation quotidienne les mots d'ordre et la perspective du programme de transition. Sur cette base le C.C. doit organiser l'agitation quotidienne.

II. - Sur la situation Internationale

A. — LA PAIX DE MUNICH.

La cause fondamentale du compromis de Munich n'est pas dans l'impréparation militaire des différents impérialismes. Elle est dans leur crainte de la guerre, c'est-à-dire des conséquences sociales de la guerre. Le 29 septembre, Roosevelt déclara que la guerre « bouleverserait certainement la structure économique et sociale d'au moins plusieurs nations ». La bourgeoisie mondiale se rappela 1917. Flandin-Daladier, comme Hitler et Mussolini, se rappelèrent ce que signifie l'armement de millions d'hommes soumis à la mort quotidienne : les armes « dont ils pourraient ne pas se borner à faire usage contre les ennemis de l'extérieur », comme disait déjà Flandin en 1935. La guerre signifiait l'ébranlement de la situation sociale, c'est-à-dire la voie ouverte, malgré les massacres inévitables et les hécatombes humaines, à la fraternisation prolétarienne, à l'insurrection socialiste, au renversement de la domination de classe de la bourgeoisie.

Evidemment, cette perspective ne se serait pas ouverte du premier coup ; le prolétariat devait s'attendre à des sacrifices considérables. Mais la période préparatoire de mobilisation annonçait déjà une résistance des masses dans tous les pays. Des centaines de milliers d'hommes en Europe se laissaient mobiliser, trahis par leur parti, ou directement poussés par eux à la boucherie. Mais chez tous dominait la peur, le manque de confiance, la haine sourde contre les maîtres responsables d'une nouvelle guerre européenne. L'exemple des fraternisations de 1917-18 n'est pas totalement oublié. La haine contre les maîtres impérialistes n'est pas éteinte. L'esprit de classe est toujours prêt à reprendre le dessus, et il est possible qu'il l'eût repris, par-dessus les lignes Maginot et les frontières nationales, plus vite qu'en 1914.

D'autre part, la mobilisation « totale » avait jeté l'effroi dans les populations de l'intérieur, mêmes civiles. Les migrations avaient commencé, favorisées pour les riches, source de ruine totale pour les pauvres. Les réquisitions jouaient le rôle de véritable expropriation des classes moyennes. Toutes les transactions s'arrêtaient. Partout s'effondraient les dernières traces du libéralisme et de la démocratie bourgeoise. La dictature s'imposait à la bourgeoisie et à l'Etat-Major, comme la seule méthode de domination en temps de guerre. Sur cette voie, la France et l'Angleterre rejoindraient l'Allemagne et l'Italie.

La censure étatique dans les pays fascistes, de même que les ordres à la presse qui ment dans les autres pays n'ont pas laissé filtrer d'informations précises sur l'état d'esprit réel des masses. Cependant, dans tous les pays ont eu lieu des manifestations spontanées encore sporadiques, mais qui caractérisaient exactement les sentiments populaires les plus profonds contre la guerre impérialiste. En Allemagne, et en Italie des cas de désertion collective se sont produits aux frontières françaises. Dans les campagnes, les paysans résistaient aux réquisitions. Dans les usines, des grèves perlées eurent lieu. En France, Belgique, en Angleterre, en Pologne, etc..., la résistance d'une petite minorité s'exprima par des appels, des tracts, des réunions publiques. Chez les soldats s'exprima parfois librement, au milieu du désarroi général,

l'opinion fondamentale des opprimés : « Cette guerre n'est pas notre guerre ». Des refus de partir symptomatiques eurent lieu. Dans les colonies anglaises et françaises, le mécontentement s'exprima au point de laisser entrevoir, en cas de guerre, le morcellement définitif de l'Empire colonial, non au bénéfice de Mussolini et Hitler, mais sous le drapeau de l'Indépendance des peuples de couleur opprimés.

Telle fut la raison essentielle du recul des impérialismes et du compromis qu'ils signèrent au bénéfice du capitalisme allemand, dont Hitler s'est fait le condottiere.

D'ailleurs, si les impérialismes ont provisoirement préféré la paix à la guerre, c'est parce que l'état de paix leur permettait encore d'essayer de surmonter la crise économique par une exploitation renforcée des masses travailleuses. C'est justement parce qu'il consacrait une paix impérialiste que l'accord de Munich devait être la préface à une offensive encore plus acharnée des gouvernements bourgeois et fascistes contre le niveau de vie des masses travailleuses dans tous les pays du monde. En évitant la guerre en septembre, Chamberlain et Daladier ouvraient à Hitler et Mussolini de nouvelles possibilités de continuer leur domination, et, à l'inverse, les chanceliers fascistes assuraient à Paris et à Londres une base affermie pour lancer un assaut redoublé contre les classes travailleuses d'Europe occidentale.

Ainsi, la solidarité de classe internationale du grand capitalisme l'a emporté, comme il était inévitable dans cette période, sur l'acuité des antagonismes partiels qui opposent les principaux maîtres de l'univers.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la défense de la démocratie, la volonté populaire, n'ont joué et ne pouvaient jouer aucun rôle direct dans la crise de septembre. Partout il ne s'agissait que de mascarades gouvernementales pour cacher ce fait essentiel et réel : des millions d'exploités allaient s'entretenir pour régler un nouveau partage du monde entre les mains des trusts. Hitler, le bourreau barbare du peuple allemand, déclare qu'il est le seul vrai démocrate, qui a abattu les dictatures de Schuschnigg et Benès. Mussolini se donne comme pacifiste par excellence, le protecteur des peuples arabes. Chamberlain et Daladier en font autant, satisfaits d'avoir sauvé les intérêts de Skoda, de Franco, des Banques qui exploitent la moitié de l'univers. Mais la réalité crève tous ces mensonges, analogues à ceux qu'utilisaient Poincaré, Guillaume II, Grey et Cie en 1914. Les hommes d'Etat bourgeois allemands et anglais ont dû eux-mêmes l'avouer : il s'agissait des intérêts économiques des possédants, et de rien d'autres.

La défense de la Tchécoslovaquie ne joua aucun rôle en septembre. Pour Hitler, le but était au delà : vers les Balkans, vers l'Ukraine, vers l'Orient. Pour la France et l'Angleterre, il s'agissait de la sauvegarde de leur empire colonial. L'impérialisme bourgeois tchèque, miné par les luttes nationales, par la crise économique, par le séparatisme sudète, par le passage de l'Autriche dans la Grande Allemagne — dépendant de son alliance avec Paris et Moscou — n'avait que le choix suivant : ou la guerre aux côtés des pays démocratiques, ou le passage sous la tutelle allemande.

Après une série d'hésitations, c'est la deuxième alternative qui se vérifia. Les politiciens, chefs d'industrie et agrariens tchèques et slovaques privés d'une partie importante et industriellement riche de leur territoire, se tournèrent sans aucune difficulté vers Berlin et les Nazis. Le premier acte des nouveaux gouvernements tchèque et slovaque fut la dissolution du parti communiste sur tout le territoire et la légalisation de la propagande nazie. Moyennant cette conversion, les capitalistes tchèques espèrent continuer leur profitable exploitation des travailleurs tchèques, slovaques et ruthènes.

L'OFFENSIVE DU CAPITALISME ALLEMAND

Hitler joue dans cette étape un double rôle :

1) Il est le représentant (avec tout l'Etat-Major nazi) de l'impérialisme allemand renaissant, qui cherche à tout prix des débouchés à sa production industrielle pléthorique, et sa revanche de 1918. L'industrie lourde et de production de machines joue un rôle déterminant dans le « dynamisme » du capitalisme allemand. Sous le régime fasciste, elle a encore atteint un plus haut degré de concentration, de capacité productive, de perfection technique. C'est elle qui joua le rôle principal dans l'ascension de Hitler, et c'est elle qui joue maintenant le rôle capital dans l'expansion nouvelle sur le marché mondial.

Dans les dernières années, les industriels allemands ont réduit au dernier degré compatible avec les nécessités mêmes de la production le niveau de vie de la classe ouvrière. Ils ont ruiné l'agriculture. Ils ont instauré, sous prétexte d'autarcie, un régime de production et de répartition de guerre (rationnement, succédanés, cartes). En même temps, ils ont développé d'une façon gigantesque le réarmement.

Mais cet effort de production engendrait de nouvelles contradictions qui exigeaient une nouvelle poussée sur le marché mondial, pour l'écoulement de la surproduction industrielle (encore accrue par l'absorption de l'Autriche et des Sudètes). Comme son régime monétaire lui interdit les échanges libres, l'industrie allemande devait chercher, avec les pays agraires du sud-est européen un régime de compensation au sein d'une nouvelle sorte d'union douanière. C'est ce que les apôtres de l'économie libérale appellent le « troc ». Contraindre les populations paysannes et artisanales des Balkans, de l'Europe centrale, et de l'Est européen à absorber les produits industriels allemands, voilà en fin de compte le secret de la politique d'Hitler dans ces derniers mois. Ce n'est pas sans raisons qu'Hitler a avoué une admiration sans bornes pour Luddendorf qui réalisa pendant deux ans de guerre, sous la férule de l'Etat-Major impérial, une dictature militaire et économique allant de la Mer Noire à la Mer du Nord, et de la Vénétie à la Baltique, dans laquelle les richesses agricoles du sud s'accouplaient aux richesses industrielles du nord.

2) Hitler devient en même temps le représentant, le héraut, de la classe bourgeoise réactionnaire et fasciste des différents pays d'Europe. En écrasant le prolétariat allemand, les nazis voulaient en même temps annihiler dans toute l'Europe la lutte des exploités pour le socialisme. Ce n'est pas le « principe démocratique » que l'Allemagne nazie poursuit chez ses alliés et ses adversaires, c'est la classe ouvrière orga-

nisée dans le sein de la démocratie et luttant pour l'expropriation du grand capital et le retour à la nation des moyens de production accaparés par les grands trusts industriels, les grandes Banques et les grands propriétaires fonciers.

Ce rôle de Hitler avait été prévu dès 1932 par l'opposition de gauche, qui parlait de « super-Wrangel », menaçant pour l'URSS et tout le prolétariat européen.

C'est cette double attitude du national-socialisme allemand qui détermine la réaction de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis. Comme concurrentes, sur le marché mondial, les bourgeoisies de ces pays se heurtent au fascisme et leur heurt est prêt à dégénérer en guerre. Comme classes réactionnaires menacées elles se sentent solidaires du fascisme contre le prolétariat, et Hitler devient leur héros international.

Les 2^{me} et 3^{me} Internationales partent de là pour affirmer que le devoir du prolétariat est de soutenir la guerre éventuelle de la France, de l'Angleterre, etc... contre Hitler. Cette politique a été complètement développée par le P. C. français au cours de la crise de septembre. Cependant, dans une série de discours postérieurs à l'accord de Munich, Molotov et Dimitrov reconnaissent qu'il s'agit « d'une deuxième guerre impérialiste mondiale qui a commencé », d'une « guerre impérialiste pour le partage du monde ». Sous la pression des faits éclatants, ils n'osent plus qualifier directement la guerre contre Hitler de guerre de « la liberté contre le fascisme ». La mobilisation a montré pratiquement aux ouvriers ce que signifiait « la liberté en cas de guerre ».

Malgré cela, réformistes et stalinien continuent à prêcher la nécessité pour le prolétariat français, anglais, belge, etc... de résister à Hitler sous le commandement de la bourgeoisie, de son Etat-Major économique et militaire. La politique de la « sécurité collective » capitaliste continue. Sous le prétexte que Hitler est l'ennemi n° 1 du prolétariat international, l'inspirateur de la réaction fasciste dans le monde entier (et il l'est), ils perdent de vue qu'il est aussi et avant tout le représentant du capitalisme allemand contre lequel se dresse le capitalisme français.

En acceptant la guerre de la bourgeoisie, en n'en dénonçant pas à chaque instant les méthodes et les buts impérialistes, le prolétariat se coupe toute possibilité de se retourner contre tous les gouvernements belligérants. Il ôte toute valeur à ses tentatives de fraternisation, qui consisteraient simplement à appeler les soldats allemands à passer sous le commandement de Gamelin. Si le prolétariat français et anglais se lie avec sa bourgeoisie, il renforce la position d'Hitler.

En réalité, une guerre européenne mettrait irrésistiblement à l'ordre du jour de tous les pays capitalistes le renversement du capitalisme (fasciste ou démocratique). La fraternisation des troupes serait le prélude à la formation des Etats-Unis socialistes de l'Europe, qui serait aussi la libération des petites nations. La révolution agraire, l'expropriation de la grande industrie et des transports seraient les premiers pas nécessaires pour sortir l'Europe du chaos sanglant et de la ruine où l'impérialisme l'aurait précipitée. Les colonies saisiraient bien plus rapidement qu'en 1914-18 l'occasion de s'émanciper de tous les jougs impérialistes. La voie serait ouverte, bien qu'à travers des sa-

crifices sans nombre, au socialisme, seul soulagement et progrès durable pour l'humanité.

APRES MUNICH

Fixer un délai et un rapport de forces définitif pour l'éclatement de la guerre impérialiste est une besogne vaine, comme la crise de septembre l'a encore montré. Les antagonismes qui ont été provisoirement surmontés en septembre, grâce aux concessions consenties à Berlin par Londres et Paris sur le dos de Prague, se reproduiront sur une échelle élargie. Ils ne dépendent essentiellement, ni de l'état des préparatifs militaires, ni des idéologies respectives (bourgeoise « démocratique » et fasciste), mais des contradictions des forces capitalistes et impérialistes sur le marché mondial, et de la capacité de réaction du prolétariat.

A moins d'une offensive révolutionnaire des classes exploitées et des peuples opprimés sur un secteur important, la guerre deviendra un instrument de plus en plus nécessaire de la politique de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Angleterre, de la France, du Japon et des Etats-Unis.

Le compromis de Munich a évidemment signifié une atténuation pour quelques mois des menaces directes de conflit armé en Europe. La raison essentielle en est que la guerre civile, quoique agissante, n'est pas encore totalement étouffée en Espagne, et que les luttes de défense nationale sont en cours sur une série de points du globe (Chine, Arabie, Abyssinie). En même temps, de nouvelles crises nationales et de rébellions de minorités sont contenues en puissance dans le nouvel état de l'Europe danubienne et orientale (Autriche, Roumanie, Yougoslavie). Enfin, le capitalisme allemand a posé directement sur le tapis ses revendications coloniales, ce qui étend encore l'envergure de la lutte.

LA FRANCE ET L'U. R. S. S.

La bourgeoisie française est encore loin de s'être prononcée catégoriquement pour la politique du « pacte à quatre », ou pour celle du bloc uni, contre l'axe Rome-Berlin. Le respect du traité de Versailles avait constitué pendant vingt ans l'axe de la politique de toutes les tendances de la bourgeoisie. Maintenant, le statut territorial dicté à Versailles n'existe plus. La bourgeoisie cherche fébrilement une nouvelle voie. Les grands industriels, les agrariens, toute une aile du parti radical-socialiste, penche vers un compromis de longue durée avec le capitalisme allemand renaissant, sous l'égide de la City de Londres. Le maintien de sa doimination sur les colonies lui paraît essentiel et suffisant. Les grandes Banques, l'armée, une partie des industriels, ont tendance à chercher une deuxième ligne de résistance contre l'axe Rome-Berlin dans le maintien du pacte franco-russe et son renforcement, par « l'amitié » de la Pologne, de la Roumanie et de la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie -étant définitivement abandonnée à l'influence hitlérienne. New-York semble appuyer cette seconde tendance.

La bureaucratie du Kremlin, désarçonnée par la crise de septembre, n'a pas pris elle-même une position définitive, et d'ailleurs, en Angleterre, aussi, la politique de conciliation de Chamberlain se heurte à un

obstacle puissant dont les éléments se trouvent en partie autour des conservateurs Eden-Churchill-Cooper, et en partie dans le Labour Party : en tout cas, ce sont eux qui ont obligé le gouvernement britannique à engager un duel économique avec l'Allemagne dans l'Europe danubienne, orientale et balkanique. La tendance vers la consolidation du bloc impérial franco-anglais, appuyé par la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie l'emporte momentanément.

Il faut apprécier correctement les repercussions de l'accord de Munich sur la situation de l'URSS. La minorité du Parti avait écrit dans ses thèses que « la Russie est aujourd'hui intégrée dans le jeu des rivalités et des intérêts impérialistes ». L'absurdité de cette appréciation a été cruellement relevée par les conséquences de l'accord de Munich : précisément parce qu'elle n'a pas d'intérêts impérialistes, l'URSS a été rejetée sur une défensive pleine de périls, par Hitler d'abord, par Daladier et Chamberlain ensuite. Aujourd'hui, l'URSS a à faire face à une offensive directe de l'impérialisme, qui s'exerce au grand jour sur un point précis : la séparation de l'Ukraine de l'URSS. Il est impossible de s'imaginer que dans ce cas il s'agirait simplement d'un « conflit impérialiste » entre l'URSS et l'Allemagne pour un nouveau partage économique. En réalité, l'offensive de l'impérialisme allemand a une signification beaucoup plus profonde : elle est l'un des leviers pour le rétablissement du capitalisme en URSS. Loin d'être une classe jumelle de la bourgeoisie et du fascisme, la bureaucratie stalinienne est écartelée par un dilemme fatal : ou bien céder à l'offensive impérialiste, en ouvrant l'URSS au courant économique du capitalisme, ce qui signifierait rien moins qu'une rupture définitive avec Octobre, ou lui résister, et pour cela, céder la place aux masses soviétiques, qui exigeront la refonte de l'Etat et de ses méthodes de direction.

Dans cette situation, celui qui prêche en URSS le défaitisme doit être caractérisé comme un traître au prolétariat international. La défense de l'URSS est maintenant une des tâches essentielles de la classe ouvrière. Mais les travailleurs ne veulent pas la défendre sous la botte de Staline et de Gamelin, mais par la solidarité révolutionnaire.

L'impérialisme hitlérien n'a pas été long à poser le problème ukrainien, sous la même forme qu'il a utilisé auparavant en Autriche et en Tchécoslovaquie : le prétendu droit d'auto-détermination des peuples. Pour nous, le droit de libre disposition des nations est une revendication démocratique contre l'oppression impérialiste. En Ukraine, les travailleurs sont opprimés par une bureaucratie décadente et non par l'impérialisme. Contre la poussée allemande, les travailleurs d'Ukraine doivent exiger la mobilisation de classe de tout le prolétariat soviétique et international, le rétablissement de la démocratie soviétique, le contrôle populaire sur l'appareil d'Etat, la légalisation des partis soviétiques.

S'appuyer sur le régime des colonels polonais et de Carol, c'est s'appuyer sur une branche pourrie. Au contraire, l'Ukraine soviétique doit servir de base d'appui aux revendications de l'ukraine polonaise et tchèque, opprimés et domestiqués par Berlin, Prague et Varsovie. Le parti doit commencer une campagne d'éclaircissement ininterrompue sur cette base.

Le Parti et la jeunesse doivent utiliser de toutes leurs forces le délai nouveau afin d'orienter les tra-

vailleurs sur la voie de la rébellion de classe. Il faut tirer, sur le terrain pratique, les leçons de l'expérience de septembre, ce qui n'a pas été fait. Le problème de la guerre doit rester au premier plan de l'activité du parti. Bien entendu, ce problème ne peut pas être séparé de tous les autres secteurs de la lutte. Mais on doit faire des conférences spéciales, des publications relatives à toutes les questions de la guerre, en s'appuyant sur l'expérience concrète de septembre...

Il faut insister particulièrement sur les mots d'ordres et revendications contre le militarisme impérialiste. Nos camarades doivent s'inspirer très concrètement des indications du programme international (p. 189 de la revue). Il ne suffit pas de répéter « A bas la défense nationale », « Défaitisme révolutionnaire » en toutes occasions, pour nous lier aux travailleurs les plus clairvoyants ; mais c'est en expliquant et appliquant les mots d'ordre et revendications justes dans la situation actuelle où la masse des travailleurs est entraînée derrière le chauvinisme. Nous citerons ici une série de ces mots d'ordre et revendications :

Budget de guerre : retraite des vieux, travaux d'utilité publique, lois sociales aux frais du budget de guerre.

— Limitation et confiscation des bénéfices des industries de défense nationale. Expropriation de ces industries (aviation, chantiers navals, produits chimiques, aciéries).

— Restitution des indemnités des industries étatisées.

Diplomatie militariste : abolition de la diplomatie

« QUATRIÈME INTERNATIONALE »

Revue mensuelle publiée par le C.C. du P.O.I.

Prix du numéro : 2 fr. 50

ABONNEMENTS :

France : 1 an, 25. » — 6 mois, 12. »

Etranger : 1 an, 40. » — 6 mois, 20. »

Compte chèque postal Naville. — 1333-80. - Paris
15, passage Dubail, Paris, 10^e

secrète.

— Publication de tous les traités et clauses militaires. Dénonciation des accords cachés.

Régime militaire : Liberté absolue de presse dans l'armée.

— Election de tous les grades. Création de la milice populaire appuyée sur les entreprises.

— Droit des troupes coloniales d'élire leurs propres officiers.

— Délégués de soldats à bord des navires et dans les unités.

Défense passive, mobilisation totale :

— Comités pour l'expropriation et la réquisition des immeubles riches, grands hôtels, abris, sous le contrôle du peuple. Expropriation des moyens de transports en faveur de la population pauvre.

Education : organisation d'écoles de jeunes et d'ouvriers pour la connaissance des questions militaires (clubs d'aviation, transports, radio, etc...).

Selon chaque situation concrète, les Comités du parti doivent tirer des tracts très populaires, partant des préoccupations immédiates des travailleurs, et opposant la volonté de la classe prolétarienne aux dirigeants impérialistes de la guerre.

SITUATION EN ESPAGNE

Dans l'année écoulée, la situation en Espagne ne s'est pas modifiée essentiellement. Cependant, au point de vue militaire, Franco a conquis une série de positions (en Catalogne et dans la région de Valence).

Sur la base des « 13 points », Negrin est parvenu à créer, dans le camp républicain, une dictature étatique militaire, ne maintenant des collectivisations que ce qui est rendu nécessaire par la guerre et par la fuite des propriétaires, appuyée par les partis et syndicats réformistes, écrasant les partis ouvriers (POUM et BL). Sur cette base, l'armée républicaine a pu opposer une résistance purement passive aux offensives fascistes. Elle attend le moment où un compromis « entre espagnols » sera possible, c'est-à-dire le moment où la rivalité de l'impérialisme franco-anglais et italo-allemand obligera l'Espagne à mettre fin à la guerre civile, soit par une dictature militaire absolue, soit par la victoire pure et simple de Franco.

La guerre civile espagnole, niée par tous les gouvernements en lutte, agonise ainsi, et sert de terrain de manœuvres aux grands impérialistes européens. Nous devons continuer à exiger la lutte décidée contre Franco et le rétablissement de la démocratie ouvrière dans le camp républicain, dont la garantie doit être la liberté des partis ouvriers.

Le XX^e Anniversaire de la fondation de l'Internationale Communiste

Mars 1939 voit le XX^e anniversaire de la 3^e Internationale. Mais l'Internationale, aujourd'hui dégénérée, s'est bien gardée de fêter elle-même sa propre naissance, si glorieuse. La bureaucratie russe hait son origine comme Napoléon répugnait aux principes révolutionnaires qui avaient ouverts la voie à son ascension. A Saint-Hélène, il s'étonnait qu'on l'ait baptisé **Robespierre à cheval** ; il ne voulait pas être le **roi d'une jacquerie** ; il affirmait qu'il avait désouillé la Révolution. Et cependant, il reconnaissait qu'il avait commencé comme un **chaud républicain**.

Ainsi Staline et sa bureaucratie...

Aujourd'hui, c'est la IV^e Internationale qui se sent le plein droit à l'héritage politique des fondateurs de la 3^e Internationale. Qui furent, dans le Congrès de fondation, les plus actifs ? Lénine, aujourd'hui représenté comme un dérisoire prédécesseur de Staline, Trotsky, Boukharine, Rakovsky, noms aujourd'hui vilipendés par les **usurpateurs** comme ceux d'agents de police, de traîtres. Ainsi, il faudrait croire que la 3^e Internationale fut fondée sur l'instigation d'agents de l'Intelligence Service, de l'Etat-Major allemand ? Voilà une calomnie abominable qui en dit assez long sur les infâmies déversées contre la IV^e Internationale elle-même.

Pour célébrer la **fondation** de l'Internatio-

Discours d'Eberlein, délégué du Parti Communiste Allemand (Spartakusbund) au 1^{er} Congrès

Le camarade Eberlein (désigné sous le nom d'Albert dans toutes les publications de l'époque) prit une part active aux séances de la Conférence.

Il fut corapporteur, avec Boukharine, sur la « Plate-forme de la Conférence Communiste Internationale »

nale Communiste, nous publions aujourd'hui un document intéressant, et entièrement inédit en français : il s'agit des discours du représentant du Spartakusbund au sujet de la « proclamation » de la 3^e Internationale.

On sait qu'Eberlein, le seul délégué venu à Moscou comme représentant direct de son organisation, avait mandat de s'opposer à cette proclamation. Lénine fut même sur le point de se borner au caractère préparatoire de la Conférence, afin de ne pas heurter les camarades allemands qui constituaient la plus sérieuse base communiste en Europe centrale et occidentale (l'invitation à la Conférence était constituée par une lettre adressée au Spartakusbund). Cependant, l'opinion contraire prévalut.

Dans divers milieux, on tente, aujourd'hui, de ressusciter cet épisode pour se prononcer contre la IV^e Internationale, en couvrant d'ailleurs l'opinion des Spartakistes du grand nom de Rosa Luxembourg. Mais, généralement, on ignore les arguments qui furent réellement développés par Eberlein, et qu'on trouvera plus loin. Nous pensons qu'ils prennent un intérêt particulier aujourd'hui, ne serait-ce que pour montrer, aussi inopportuns fussent-ils en 1919, qu'ils ne portaient pas sur les questions de programme, et, par conséquent, montrent une différence radicale, et salutaire, avec les récriminations des présents soutiens du « Bureau de Londres » (Centristes).

(3^{ème} point de l'ordre du jour).

Dans la première séance, le 2 mars 1919, ouverte à 6 h. 10 de l'après-midi, il fit d'abord un exposé de la situation en Allemagne après les journées de janvier, au cours desquelles venaient de périr Liebknecht

et Luxembourg.

C'est au cours de la deuxième séance du 3 mars, ouverte à 5 heures de l'après-midi, qu'Eberlein fit son rapport sur la plate-forme. Il débuta en exposant pourquoi les spartakistes étaient opposés à la création immédiate de la 3^{me} Internationale, puis commenta les lignes générales de la plate-forme, que Boukharine analysa ensuite plus longuement. C'est le début de ce rapport que nous reproduisons ci-dessous.

**

Chers camarades, après les déclarations faites hier par les représentants de la Russie et de la Finlande, on aurait pu croire que les camarades d'Allemagne étaient opposés à la création de la 3^{me} Internationale. Nous n'avons pas d'hésitations de principe ; cependant les camarades pensent que, lorsqu'on entreprend la création d'une nouvelle internationale, on devrait prendre en considération l'état d'esprit des ouvriers, en particulier des ouvriers des États occidentaux, qui, avec le temps, ont été rendus méfiants contre de telles créations. Respecter cette méfiance des ouvriers occidentaux fut la raison pour laquelle les camarades allemands ont déclaré ne pas vouloir encore créer la nouvelle internationale, mais vouloir d'abord examiner dans une préconférence les forces présentes ; les bases politiques sur lesquelles nous pouvons nous unir.

Tous ceux qui connaissent l'histoire que la vieille internationale devront convenir que la méfiance des ouvriers des pays occidentaux contre la création de telles associations est justifiée. Nous savons avec quelles formalités pompeuses on tint des conférences, on prit de fortes résolutions, on élaborait le plan de grandes actions, puis, lorsqu'au moment voulu, il s'agit de transformer tout cela en action, on abandonna lamentablement toutes ces résolutions, et toute l'œuvre de l'Internationale fut détruite. On a piétiné toutes les résolutions, on a agi exactement à l'opposé. Voilà les raisons pour lesquelles les ouvriers sont méfiants. Ils ne veulent pas que la 3^{me} Internationale, elle aussi, soit fabriquée par quelques camarades réunis par hasard, car les conditions dans lesquelles nous sommes réunis à cette conférence sont trop difficiles. On constate aussi, en effet, qu'il y a très peu de représentants des différentes organisations des divers pays. Les ouvriers ne veulent pas qu'on procède encore ici à une création pompeuse, qu'on prenne de nouveau des résolutions en papier. Ils veulent d'abord savoir qui est avec eux, qui est derrière nous, ils veulent savoir sur qui ils peuvent compter dans les luttes à venir, et nous savons tous que la 3^{me} Internationale doit avoir dans son activité une autre allure que la précédente.

Aujourd'hui il ne s'agit plus de se disputer dans des conférences, sur les théories du socialisme ; aujourd'hui, il ne s'agit plus d'annoncer des luttes pour l'avenir, de forger des plans, de prendre des résolutions. Il s'agit de conduire le prolétariat de tous les pays à l'action. Maintenant que les prolétaires de tous les pays mènent la lutte pour leur libération, et pas seulement par des tracts, des brochures et des discours, il s'agit d'une question

de vie ou de mort. Aujourd'hui les ouvriers veulent savoir si la 3^{me} Internationale future qu'on veut créer aura la force de soutenir la lutte des ouvriers, et si elle est en mesure de trouver cette force. C'est pourquoi les ouvriers pensent qu'il faut d'abord dire ce que nous voulons et quelles sont les bases existantes pour la lutte ultérieure. C'est ensuite qu'ils déclareront s'ils sont prêts à fonder la nouvelle Internationale et à y adhérer. Cette voie sera aussi la plus juste et la plus simple, et mènera au but que nous désirons tous. Je peux affirmer nettement que les ouvriers allemands ne sont pas contre la création d'une troisième internationale, mais ce qu'ils veulent, c'est que cette Internationale ait dès le début la force nécessaire pour soutenir la lutte prolétarienne dans tous les pays.

Pour cela, il faut, selon nous, se présenter d'abord au monde avec une plate-forme dans laquelle nous expliquons clairement et carrément quelles sont les tâches et les objectifs du prolétariat, dans laquelle nous traçons ses voies ; il nous faut un drapeau qui puisse être porté en avant dans la lutte contre la bourgeoisie. Pour cela, il faut que dès le début nous nous exprimions aussi clairement et aussi à propos que possible. Il n'est plus possible, comme auparavant, de palabrer sans arrêt en collectionnant les figures décoratives qui ne sont que des bulles de savon. Il faut sonder ceux qui se revendiquent entièrement de nous et renvoyer les faibles et les inconsistants auxquels on ne peut se fier.

**

Eberlein présida la session du 4 mars, au cours de laquelle fut adoptée (à l'unanimité, avec l'abstention du délégué norvégien) la plate-forme, avant que Lénine ne lut et commentât ses thèses sur la *démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat*, document essentiel de cette conférence.

C'est à la fin de cette séance, après le discours de Lénine sur ses thèses, que les délégués Rakowski, Gruber, Grimlund et Rudniansky déposèrent une résolution « proposant la fondation de l'Internationale communiste ». « La constitution de la III^{me} Internationale, conclut la résolution, est un devoir historique absolu, et la Conférence communiste internationale siégeant à Moscou doit en faire une réalité. »

La discussion fut aussitôt ouverte sur ce point, et Eberlein fit l'intervention suivante :

Camarades, au début de la Conférence, nous avons déjà eu de grandes discussions pour savoir si cette conférence devait devenir un Congrès pour la création de la 3^{me} Internationale, ou si nous devions d'abord procéder à la préparation pour la création. La délégation allemande étant liée par son mandat de ne pas voter pour la création immédiate, il était entendu que nous tenions ici une conférence qui préparerait la création de la 3^{me} Internationale, mais que nous ne fonderions celle-ci que plus tard. Aujourd'hui, quelques délégués, essayant, malgré la décision, de fonder immédiatement ici la 3^{me} Internationale, je me vois obligé

de vous indiquer brièvement les motifs qui nous ont poussé à déconseiller la fondation immédiate. Lorsqu'on dit ici que la création de la 3^{me} Internationale est une nécessité absolue, nous osons le contester. Lorsqu'on dit que le prolétariat a avant tout besoin dans sa lutte d'un centre spirituel, alors on peut dire qu'un tel centre existe déjà, et que tous les éléments qui se rassemblent sur la base du système des conseils se sont détachés par là, dès aujourd'hui, de tous les autres éléments à l'intérieur de la classe ouvrière qui penchent encore vers la démocratie bourgeoise ; nous voyons que partout la séparation se prépare et se réalise.

Mais une troisième Internationale ne doit pas être seulement un centre spirituel, une institution dans laquelle les théoriciens se font mutuellement des discours ardents ; elle doit être la base d'une puissance d'organisation. Si nous voulons faire de la 3^{me} Internationale un instrument utilisable, si nous voulons faire de cette internationale un moyen de lutte, alors il ne faut pas que cette question soit discutée et jugée du seul point de vue spirituel, mais il est nécessaire de nous poser franchement la question : les bases d'organisation existent-elles ? Je ne puis me débarrasser du sentiment que les camarades qui poussent à la création sont fortement influencés par l'histoire de la 2^{me} Internationale et que, après la Conférence de Berne, ils veulent lui opposer une entreprise concurrente. Ceci nous semble moins important, et lorsqu'on dit que la clarification est nécessaire parce qu'autrement tous les éléments douteux passeraient à l'Internationale jaune, je prétends alors que la création de la 3^{me} Internationale ne retiendra pas les éléments qui y sont, et s'ils y vont, c'est qu'ils doivent y aller.

Mais la question la plus importante, dans la création d'une 3^{me} Internationale, c'est d'abord de savoir ce qu'on veut, sur quelle plate-forme il y a possibilité de s'unir. Les rapports des camarades des différents pays ont montré qu'on n'avait pas encore d'idées sur l'activité et sur la voie pour arriver au but. Et lorsque les délégués des différents pays sont venus ici, ils n'ont pu le faire avec l'intention de participer à la création de la 3^{me} Internationale. Leur tâche doit être d'informer d'abord leurs membres, et rien que l'invitation l'indique, en déclarant à la première page : « Toutes ces circonstances nous obligent à prendre l'initiative de mettre à l'ordre du jour de la discussion la question de la convocation d'un Congrès International des partis révolutionnaires prolétaires. » Il est donc déjà dit dans l'invitation que nous devons ici examiner d'abord la question de la possibilité de convoquer les camarades à un Congrès de fondation. La lettre de Longuet, un camarade actif dans la vie politique, qui se revendique du centre, mais qui croit tout de même qu'il nous serait possible de participer aux séances de la conférence de Berne, montrent combien on discerne mal les voies et les buts des divers partis tant que la discussion ici n'a pas eu lieu. Nous aussi, en Allemagne, n'avions aucune idée de l'ampleur des oppositions entre les partis. Et lorsque j'ai quitté l'Allemagne, je m'attendais à de grosses discussions sur les diverses questions. Je constate que nous sommes d'accord dans la plupart des questions, mais nous ne pouvions le savoir d'avance. Si l'on veut fonder une 3^{me} Internationale, alors, il faut d'abord dire au monde ce qu'on veut, d'abord expliquer quelles voies s'ou-

vrent devant nous dans lesquelles nous pouvons et devons nous unir. Il n'est pas juste de dire que la 3^{me} Internationale a été fondée à Zimmerwald. Celle de Zimmerwald s'est effritée depuis longtemps et ce n'est qu'avec une petite partie de la gauche qu'on peut entreprendre un travail commun dans l'avenir. Si d'une part, tout cela incite plutôt à ne pas fonder la 3^{me} Internationale, il y a d'autre part des questions d'organisation qui sont un avertissement. Quelle est en effet la situation ? De véritables partis communistes n'existent que dans de rares pays. Dans la plupart, ils n'ont été créés que dans les dernières semaines ; dans plusieurs pays, dans lesquels il y a aujourd'hui des communistes, ceux-ci n'ont pas encore d'organisation. Je m'étonne que le représentant de la Suède propose la création de la 3^{me} Internationale tout en admettant qu'en Suède il n'y a pas encore d'organisation purement communiste, mais seulement un grand groupe communiste à l'intérieur du Parti social-démocrate suédois. Nous savons qu'en Suisse et dans d'autres pays, il n'existe pas de véritables partis, qu'il faut les créer, et que les camarades ici présents ne peuvent parler qu'au nom de groupes. Peuvent-ils véritablement dire aujourd'hui ce qu'ils ont derrière eux ? La Finlande, la Russie, la Suède, l'Autriche-Hongrie, pas même la Fédération balkanique entière — les représentants de la Grèce et de Serbie ne considèrent pas Rakovski comme leur représentant ; ce qui manque, c'est tout l'Occident européen. La Belgique, l'Italie, ne sont pas représentés. Le représentant de la Suisse ne peut pas parler au nom d'un parti. La France, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal, manquent, et l'Amérique n'est pas non plus capable de déclarer quels partis seraient avec nous. Si peu d'organisations participent à la création de la 3^{me} Internationale, qu'il est difficile d'entrer sur l'arène publique. Il est donc nécessaire, avant la création, que nous montrions au monde notre plate-forme, et que nous demandions aux organisations communistes de déclarer si elles sont prêtes à créer avec nous la 3^{me} Internationale.

Il est nécessaire de favoriser des organisations communistes, car il n'est plus possible de faire cause commune avec les Kautsky et Scheidemann. Je vous mets en garde d'une façon pressante contre la création aujourd'hui de la 3^{me} Internationale. Je vous prie de ne pas agir avec hâte, mais de convoquer à bref délai un Congrès auquel on fondera la nouvelle Internationale, mais une Internationale qui aura vraiment une puissance derrière elle. Voilà les réserves que fait mon organisation sur la création immédiate de la 3^{me} Internationale, et je vous prie de réfléchir mûrement s'il est opportun de procéder à la création sur ces faibles bases.

**

Enfin, et après une large discussion au cours de laquelle intervinrent Zinoviev, Balabanova, Rahja (Finlande), Rakowski, Rudnianski (Hongrie), Sadoul, Gruber (Autriche) et Feinberg, la résolution de constitution de la III^{me} Internationale fut adoptée à l'unanimité, moins 5 abstentions de délégués allemands, au milieu des applaudissements.

Après la proclamation du vote, Eberlein déclara que, ses réserves faites, il rentrerait en Allemagne pour convaincre ses camarades de devenir rapidement membres de la III^{me} Internationale. Il ne restait plus ensuite qu'à dissoudre le groupement de Zimmerwald dont le bureau « devait remettre tous ses documents

au Comité Exécutif de la III^{me} Internationale », ce qui fut fait après un rapport de Balabanova et sur une résolution signée de Rakovski, Platten, Lénine, Trotsky et Zinoviev.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Der I. Kongress der Kommunistischen Internationale

(Protokoll der Verhandlungen in Moskau vom 2 bis zum 19 März 1919). Hamburg, 1921. — *Lénine*, la 3^{me} Internationale et sa place dans l'histoire (I. C., n°1) 1919. — Manifestes, Thèses et résolutions des Quatre Premiers Congrès mondiaux de l'Internationale Communiste (1919-1923), Paris, 1934. — *H. Guibaux*, Le portrait authentique de Vladimir Ilitch. Paris 1924. — *J. Sadoul*, La Fondation de la 3^{me} Internationale. Clarté, 15 mars 1924.

DANS L'INTERNATIONALE

MEXIQUE

Lettre de D. Rivera à Haya de la Torre

La revue argentine « Claridad », d'août 1938, a reproduit une lettre programmatique de Haya de la Torre, concernant la situation au Pérou. Nous n'avons pas l'intention d'appliquer à ce document un critère socialiste ou marxiste. Haya de la Torre a écrit la lettre en démocrate, uniquement en démocrate, et c'est pourquoi nous sommes tenus d'aborder la lettre avant tout d'un point de vue démocratique. Un bon démocrate vaut mieux qu'un mauvais socialiste. Par malheur, de ce point de vue précisément, la lettre de Haya de la Torre produit une impression de grande insuffisance.

Haya de la Torre limite les dangers extérieurs qui menacent les pays latino-américains, semble-t-il, uniquement à l'Italie, à l'Allemagne et au Japon. Il ne considère pas l'impérialisme en général, mais une seule de ses variétés, le fascisme. Il déclare carrément : « Assurément, nous pensons tous qu'en cas d'agression, nous aurons les Etats-Unis — tuteurs de notre liberté — pour nous défendre ». Serait-ce par ironie ? Nullement. Parlant de la possibilité d'une intervention des « agresseurs » fascistes sur le continent latino-américain, l'auteur déclare : « Tant que les Etats-Unis seront vigilants et forts, ces risques ne sont pas proches, mais... ce sont des risques. » On ne peut parler plus clairement. Le chef de l'A.P.R.A. cherche un puissant protecteur.

Pour Haya de la Torre, les Etats-Unis n'existent qu'en tant que « tuteurs de la liberté ». Nous, nous voyons en eux le danger impérialiste le plus proche et, dans un sens historique, le plus menaçant. Nous ne voulons pas dire par là que les gouvernements des pays de l'Amérique latine n'ont pas le droit d'utiliser, pour se défendre, les antagonismes des divers pays et groupements impérialistes. Mais l'utilisation tactique de semblables antagonismes, par occasions, selon les circonstances concrètes, c'est une chose ; fonder un calcul stratégique sur les Etats-Unis, en tant que défenseurs permanents, c'en est une autre. Nous considérons cette position opportuniste non seulement comme erronée, mais encore comme profondément dangereuse, car elle crée une fausse perspective et entrave la résolution de la véritable tâche, qui est l'éducation révolutionnaire du peuple.

En quel sens peut-on qualifier les Etats-Unis de « tuteurs » de la liberté des peuples exploités par eux ? Uniquement en ce sens que Washington est prêt à « défendre » les pays de l'Amérique latine contre la domination européenne ou japonaise ; mais chaque acte d'une semblable « défense » signifiera la complète réduction en esclavage du pays « défendu » par les Etats-Unis eux-mêmes. L'exemple du Brésil montre que pour les « tuteurs » supérieurs, il ne s'agit nullement de « liberté ». Après le coup d'Etat au Brésil les relations entre Washington et Rio de Janeiro ne se sont pas empirées, mais sont au contraire devenues plus étroites. La cause en est que Washington voit dans la dictature de Vargas un instrument plus docile et plus sûr des intérêts du capital américain que la démocratie révolutionnaire. Telle est, au fond, la position de la Maison Blanche, quant à tout le continent du sud.

Peut-être Haya de la Torre part-il simplement de l'idée que la domination impérialiste des Etats-Unis est un « moindre mal » ? Mais alors il faut le dire ouvertement ; la politique démocratique réclame de la clarté. Cependant, jusqu'à quand ce mal restera-t-il le moindre ? Ignorer cette question, c'est jouer un jeu trop risqué. Les Etats-Unis se trouvent sous l'action des mêmes lois historiques que les métropoles européennes du capitalisme. La « démocratie » des Etats-Unis n'est actuellement qu'une forme de leur impérialisme. Vu l'effroyable putréfaction du capitalisme nord américain, la démocratie n'empêchera pas les « tuteurs de la liberté » de déployer dans un proche avenir une politique impérialiste extrêmement agressive, dirigée avant tout contre les pays de l'Amérique latine. Il faut le dire clairement, précisément, fermement, et c'est cette perspective qu'il faut mettre à la base du programme révolutionnaire.

Certains chefs de l'A. P. R. A. déclarent, pour vraisemblable que ce soit, que l'alliance de l'A.P.R.A. et en général des partis nationaux révolutionnaires latino-américains avec le prolétariat révolutionnaire des Etats-Unis et des autres pays impérialistes n'a pas d'importance « pratique », car les ouvriers de ces pays ne s'intéressent pas, disent-ils, à la situation des peuples coloniaux et semi-coloniaux. Nous considérons ce point de vue comme équivalent à un suicide, dans le plein sens de l'expression. Les peuples coloniaux ne peuvent être affranchis tant que vivra l'impérialisme. Et les peuples opprimés ne peuvent renverser la bourgeoisie impérialiste qu'en alliance avec le prolétariat international. Il est impossible de ne pas voir que la position des chefs les plus opportunistes de l'A. P. R. A. dans cette question fondamentale est corroborée par la lettre de Haya de la Torre. Qui

considère la bourgeoisie impérialiste américaine comme la « tutrice » de la liberté des peuples coloniaux celui-là ne peut pas, bien entendu, rechercher une alliance avec les ouvriers nord-américains. L'appréciation dédaigneuse du prolétariat international dans la question coloniale découle inévitablement de la tendance à ne pas effrayer la bourgeoisie impérialiste « démocratique », surtout la bourgeoisie des Etats-Unis. Qui compte trouver un allié en Roosevelt, celui-là ne peut pas, bien entendu, devenir l'allié de l'avant-garde prolétarienne internationale. C'est ici la ligne fondamentale de démarcation entre la politique de la lutte révolutionnaire et la politique de l'adaptation sans principe.

Haya de la Torre insiste sur la nécessité de l'union des pays de l'Amérique latine et termine sa lettre par cette formule : « Nous, représentants des Provinces Unies de l'Amérique du Sud. » En soi l'idée est absolument juste. La lutte pour les Etats-Unis de l'Amérique latine est inséparable de la lutte pour l'indépendance nationale de chacun des pays latino-américains. Cependant, il faut répondre clairement et précisément à la question de savoir par quelles voies on peut arriver à une telle unification. Des formulations extrêmement vagues de Haya de la Torre on peut tirer la conclusion qu'il espère convaincre les gouvernements actuels de l'Amérique latine de s'unifier volontairement... peut-être bien sous la « tutelle » des Etats-Unis ? En réalité on ne peut parvenir à ce

grand but que par le mouvement révolutionnaire des masses populaires contre l'impérialisme, y compris l'impérialisme « démocratique », et contre ses agents intérieurs. C'est une voie difficile. Mais il y n'y en a pas d'autre.

Notons encore que dans cette lettre de caractère programmatique, il n'y a pas un mot sur l'Union soviétique. Haya de la Torre voit-il dans l'U.R.S.S. le défenseur des pays coloniaux et semi-coloniaux, leur ami et leur allié, ou, avec nous, considère-t-il que sous le régime actuel l'Union soviétique représente le plus grand danger pour les peuples faibles, attardés et dont l'indépendance est loin d'être complète ? Le silence de Haya de la Torre est provoqué, là aussi, par des considérations manifestement opportunistes. Il veut, semble-t-il, garder l'URSS en « réserve » pour le cas où les Etats-Unis ne l'aideraient pas. Mais qui veut avoir trop d'amis perd souvent le peu qu'il a.

Telles sont les idées que suggère la lettre du chef de l'A.P.R.A., même si l'on se borne à des critères purement démocratiques. Nos conclusions sont-elles erronées ? Nous écouterons volontiers les répliques des représentants de l'A.P.R.A. Nous désirons seulement que ces répliques soient plus précises et plus concrètes, moins évasives et diplomatiques que la lettre de Haya de la Torre.

Mexico, D. F.

Le 9 novembre 1938.

Diego RIVERA.

LES LIVRES

A NEW HOPE FOR SOCIALISM The Resolutions adopted at the Revolutionary Socialist Congress, Paris, February 19-25, 1938. (International Bureau for Revolutionary socialist unity, London, 54 p.)

Cette brochure expose la « plate-forme » du Bureau de Londres. Nous nous bornerons ici à jeter un coup d'œil sur quelques affirmations particulières, la critique générale des positions du Bureau de Londres (En Espagne, sur le Front populaire, etc...) relevant de l'activité elle-même de la IV^{me} Internationale.

Dans sa résolution, Brockway estime que la « collaboration des Socialistes révolutionnaires et des véritables (anti-stalinistes) organisations communistes, de cette façon, ne signifie pas la formation artificielle d'une nouvelle Internationale ». En même temps, il appelle à « la collaboration la plus étroite de tous les marxistes révolutionnaires et véritables (anti-stalinistes) communistes qui, sans adopter la position et la tactique sectaire et fractionnelle du trotskysme, se tiennent sur les principes de la lutte de classes ».

Dans son intervention sur le même sujet, Brockway énumère les tendances internationales du mouvement ouvrier qui « résistent à la politique désastreuse de la 2^{me} et 3^{me} Internationale » : D'abord, le Bureau de Londres. Ensuite, les éléments révolutionnaires dans le P. S. autrichien, dans la SFIO, etc.. Troisièmement, les groupes d'opposition communiste qui ont quitté l'I. C. parce qu'ils « refusaient de suivre la nouvelle ligne ». Quatrièmement, les mouvements ouvriers chez les peuples coloniaux. Cinquièmement, les sections ouvrières « qui adoptent le point de vue anarchiste, comme la CNT-FAI ».

Après cette impressionnante énumération, Brockway souligne qu'on n'arrivera pas à diriger ce mouvement

« par des petits groupes en préparant des thèses et en se déclarant soi-même une Nouvelle Internationale ».

La première chose qui frappe, c'est l'absence de toute référence à la IV^{me} Internationale : on ne peut pas appeler autrement qu'un mensonge par omission, absolument délibéré, l'énumération des courants socialistes, faite par Brockway, à l'exclusion des bolcheviks-léninistes. Il s'évite ainsi de répondre à nos critiques, à nos propositions et à notre programme. Cela donne le ton à l'ensemble des résolutions qui ont été adoptées par cette conférence du Bureau de Londres : des mots, des mots, des mots !

Vint septembre : l'Europe était prête à se précipiter dans la guerre. L'orage emporta loin les résolutions de ces messieurs : le plus caractéristique d'entre eux, Maxton, parlant à la Chambre des Communes, tribune mondiale, félicita Chamberlain dans un discours honteux. Dans la même crise, la IV^{me} Internationale défendit jusqu'au bout l'avenir du prolétariat en dénonçant toutes les solidarités impérialistes. Les actes sont venus juger les paroles.

LA GUERRE CIVILE D'ESPAGNE

est la source d'une expérience très riche pour la révolution européenne toute entière. Pour en tirer tous les enseignements, lisez les ouvrages suivants :

- L. Trotsky, La Révolution permanente (avec en annexe, deux études sur la révolution espagnole 1931-32) 24 »
- L. Trotsky, La Léçon de l'Espagne, dernier avertissement (1938) 1 »
- K. Landau, Le Stalinisme et la guerre 2 »
- C. Berneri, Guerre de classes en Espagne 2 »
- Casanova, l'Espagne livrée (comment le Front Populaire a ouvert les portes à Franco) 3 »

Aux Publications Populaires, 15, Passage Dubail, Paris (10^e). Compte-chèque postal : Naville 1333-80, Paris.

Vient de paraître :

Collection « Le Tract » N°3

L'ESPAGNE LIVRÉE

Comment le Front Populaire
a ouvert les portes à Franco

par **CASANOVA**

Prix de l'exemplaire, 3 francs. Par 10 exemplaires, 25 fr. (Toute commande doit être accompagnée de son

montant. Joindre 10 % en sus pour frais d'envoi pour toute commande au-dessus de 10 fr.) Versements au Compte chèque-postal Naville 1333-80 Paris.

Plusieurs chapitres de cette brochure ont paru dans « La Lutte Ouvrière ». La brochure, très étendue, traite de tous les problèmes essentiels de la guerre civile espagnole : entre autres : la question des volontaires. — L'industrie de guerre. — Le ravitaillement. — Les journées de mai 1937. — Les journées de juillet et le Front Populaire. . . Le P.O.U.M. — La politique des anarchistes. — La IV^e Internationale en Espagne. — Pouvait-on faire autre chose ? — La chute de Barcelone. . . Le coup d'Etat de Casado, etc.

Rappel

N° 1 Une loi barbare contre les émigrés en France, par P. Naville, 1 fr.

N° 2 Après Munich, par Léon Trotsky, 1 fr.

A NOS LECTEURS

Ce numéro est le premier de l'année 1939. Nous devons regretter de n'avoir pu paraître absolument régulièrement, chaque mois, comme nous le devions. Ce sont malheureusement les ressources qui nous font défaut.

Tous nos lecteurs doivent donc comprendre qu'un devoir particulier s'impose à eux : il ne suffit pas de lire la revue, ou de l'acheter lorsqu'elle paraît. Il faut la soutenir.

Or, nous devons dire que nos lecteurs nous soutiennent très insuffisamment.

Jetons un coup d'œil sur l'administration de différents chapitres.

D'abord, nous constatons que **Quatrième Internationale** ne reçoit pas de souscriptions. De temps en temps, un camarade nous abandonne un supplément d'abonnement ; mais personne ne songe à collecter pour nous. Donc, nous demandons à nos amis de se mettre au travail : collectez-nous et transmettez-nous des souscriptions, dont nous publierons le montant chaque mois.

Ensuite, les abonnements. Le mouvement des abonnements est assez satisfaisant, mais il est encore très insuffisant. Nous aiderons donc nos propagandistes en leur offrant une prime : tout camarade qui nous transmettra trois abonnements d'un an, recevra en prime un exemplaire des **Quatre premiers Congrès de P.I.C.**, ou bien un lot de brochures (**Livre Rouge de Sédov**, **Après Munich**, de Trotsky, **Une loi barbare**, de Naville, **Programme de la IV^e Internationale**, et **L'Espagne livrée**, de Casanova), au choix. Donc, au

travail!

Voyons la vente au numéro. Jusqu'à présent, elle constitue la base essentielle de nos ressources, grâce au dévouement d'une poignée de propagandistes. Néanmoins, c'est là qu'il faut élargir le champ d'action.

Paris fournit plus de la moitié de la vente. Pour commencer, c'est donc surtout la province qui doit se mettre au travail. Actuellement, il n'y a qu'un petit nombre de villes qui prennent plusieurs numéros pour les vendre. Citons d'abord la **Belgique**, où nos camarades font un effort de diffusion (125 ex.) qu'il faut largement développer. Ensuite viennent nos camarades d'**Indochine**, du **Maroc** et de l'**Algérie**.

En France, des exemplaires en nombre sont envoyés à **Bordeaux**, **Lyon**, **Lille**, **Marseille**, **Strasbourg**, **Toulon**, sans compter les abonnements individuels répartis sur un plus grand nombre de départements.

Le nombre d'exemplaires envoyés dans ces villes est encore très insuffisant. Mais pourquoi n'y a-t-il pas de camarades pour prendre plusieurs numéros de la revue à **Valenciennes**, au **Havre**, à **Rouen**, à **Nantes**, à **Périgueux**, à **Avignon**, à **Valence**, à **Nice**, etc ?

C'est à nos amis, dans ces différentes villes, que nous lançons un appel. Nous demandons des **dépôtaires réguliers**, c'est-à-dire des camarades qui prennent régulièrement un nombre fixe d'exemplaires (3, 5, 10 ou plus), qu'ils nous paieront chaque mois, après vente.

Au reçu de ce numéro, que chacun se mette à la tâche. Le mois prochain, nous examinerons les premiers résultats.

Ajoutons que nous demandons l'envoi de listes d'abonnés possibles, à qui nous ferons l'envoi d'un numéro gratuit.

L'Administration.



LISEZ CHAQUE SEMAINE

La Lutte Ouvrière

Organe hebdomadaire du P. O. I.

Le numéro : 0 fr. 75

CHAQUE MOIS

Révolution

Organe des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires

Le numéro : 0 fr. 50

15, PASSAGE DUBAIL. — PARIS (10^e)

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

—o—

La révolution trahie (1937)	18 »
L'Internationale communiste après Lénine (1928)	24 »
La Révolution Permanente	24 »
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov	3 »
Où va la France ?	7 50
La seule Voie (1932)	2 »
Problèmes de la Révolution allemande (1931)	2 50
Vie de Lénine (T. I) *	16 »
La leçon de l'Espagne, dernier avertissement	1 »
Les Crimes de Staline	20. »
Après Munich	1 »

..

Wullens-Rosmer-Serge :	
L'assassinat de Reiss	7. »
J.S.R. Où vas-tu, jeune travail- leur ?	1. »
J. Jolinon. Les mutineries de Mai-Juin 1917	2. »
Lénine. Le krach de la II ^e In- ternationale	4. »

Lénine. L'Etat et la Révolution	4 50
Lénine. K. Marx et sa doctrine	2 50
Marx et Engels. Manifeste communiste	2 »
Thèses, manifestes et résolu- tions des quatre premiers congrès de l'I. C.	25 »
A. Rosmer. Histoire du mouve- ment ouvrier pendant la guerre	45 »
C. Naville. A. Gide et le Com- munisme	5 »
L. Sedov. Livre rouge sur le procès de Moscou	4 »
Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses	0 50
Que veut le P.O.I. ?	1 »
(par 10 exemplaires)	8 »
D. Guérin. Fascisme et grand capital, 18 francs.	
P. Naville. Une loi barbare contre les étrangers en France : 0 fr. 50.	
M. Dommanget. De la Marseillaise à l'Internationale : 4 fr.	
K. Landau. Le stalinisme en Espagne, 2 francs.	
Ch. Fraval. Histoire de l'arrière, 10 fr. (1914-1918).	

—o—

Compte chèque postal : Naville-
1333-80 Paris, 15, passage Dubail.